

La simplicité, c'est bien mieux

Rapport du troisième trimestre de 2004

Aliant 

Transformer notre entreprise pour la croissance

Bien des choses se sont produites depuis la présentation de mon dernier message au cours de l'été. La grève est terminée, et nous reprenons notre élan en mettant en œuvre nos plans pour assurer la croissance et la transformation de notre entreprise.

La grève, ce que nous avons appris

À la fin du troisième trimestre, après un arrêt de travail qui aura duré cinq mois, nos 4 300 employés syndiqués ont repris le travail après la signature d'une nouvelle convention collective qui sera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2007. Nous estimons que la grève a réduit de 17 millions de dollars les produits d'exploitation et augmenté de 17 millions de dollars les charges au cours du troisième trimestre. Depuis le début de l'exercice, les produits d'exploitation ont diminué de 26 millions de dollars et les charges ont progressé de 29 millions de dollars.

Lorsqu'une entreprise subit un arrêt de travail prolongé, sa résistance concurrentielle et ses forces opérationnelles sont mises à l'épreuve. Les nôtres se sont avérées à toute épreuve. Nous avons aussi appris bien des choses sur nos clients et sur nous-mêmes.

- Premièrement, et c'est sans doute l'élément le plus important, nous avons conservé la confiance et la loyauté de nos clients. En effet, notre sondage d'opinion effectué au cours de la dernière semaine de la grève a indiqué que 83 % de nos clients étaient satisfaits de nos efforts pour maintenir le service;
- Deuxièmement, nous avons signé une nouvelle convention collective qui nous offre une plus grande souplesse pour gérer et accroître notre entreprise. Cela nous sera très utile étant donné que notre secteur ne cesse d'évoluer et que la réglementation et la concurrence posent toujours des défis supplémentaires;
- Troisièmement, nos employés non syndiqués ont acquis de précieuses connaissances sur notre entreprise en travaillant sur la première ligne. Ceci nous aide déjà à prendre de meilleures décisions et à améliorer la productivité.

Évoluer vers une société de technologies de l'information et des communications

Au cours des deux derniers exercices, notre stratégie a consisté à retourner à nos activités principales et à améliorer la rentabilité de xwave. Ceci étant fait, notre entreprise est maintenant prête à passer au prochain niveau. Étant donné que la démarcation entre les communications et les technologies de l'information tend à s'amenuiser, nous voyons un potentiel de croissance dans la combinaison des compétences de nos secteurs Télécommunications et Technologies de l'information, ce qui permettra à nos clients de naviguer aisément entre les différents outils de communications et réseaux. Notre objectif est de transformer Aliant pour qu'elle devienne la société de technologies de l'information et des communications la plus avant-gardiste du Canada atlantique.

À titre de société de technologies de l'information et des communications, nous pouvons mieux satisfaire les besoins du marché des petites et moyennes entreprises. Près de 99 % des entreprises du Canada atlantique se retrouvent dans cette catégorie et composent 46 % du total de nos produits d'exploitation. En offrant les solutions appropriées, nous croyons pouvoir accroître nos produits d'exploitation tirés de ce segment du marché d'au moins 5 %.

Pour nous aider à réaliser des gains sur le marché des PME, nous lançons le centre d'innovation PME, coentreprise en collaboration avec Bell Canada. Situé dans le Canada atlantique, le centre offrira des installations de laboratoire interne qui permettront d'élaborer un prototype de nouveaux services, comme des éléments de sécurité, des applications d'affaires sur Internet et des centres de solutions et d'assistance. Le centre devrait être mis en service au cours du premier trimestre de 2005.

Notre transformation en une société de technologies de l'information et des communications répond également aux besoins de nos grands clients commerciaux qui demandent de plus en plus des services axés sur les solutions



MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

lesquels vont au-delà des services traditionnels qui formaient initialement la base de nos relations à long terme. Par exemple, la Nova Scotia Liquor Commission a signé une entente englobant une vaste gamme de services, allant des grands réseaux privés et de la gestion de réseau, jusqu'à la maintenance de l'équipement de TI et les services de coupe-feu hébergé.

Parlons enfin du marché de consommation. La loyauté des clients est un facteur clé de succès dans ce segment. Nous savons que les clients loyaux achètent davantage de services et sont moins attirés par les concurrents. En reconnaissant ce fait, nous avons commencé à récompenser nos clients avec des offres spéciales, comme les appels interurbains gratuits le jour de l'Action de grâce.

Notre programme de croissance exigera des investissements. Nous avons acquis récemment les 51 points de vente au détail de DownEast Communications afin de consolider notre concentration sur les marchés de consommation et des PME. Cet investissement étendra la présence de notre marque et nous procurera un accès plus direct à notre clientèle. Nous investissons également dans nos réseaux. D'ici la fin de l'exercice, notre réseau numérique sans fil et 1xRTT couvrira 88 % de la région, et nous porterons à environ 72 % le nombre de foyers du Canada atlantique ayant un accès Internet haute vitesse.

La transformation est bonne, et nécessaire pour la croissance

Parallèlement à nos efforts de croissance, nous rechercherons l'utilisation optimale de nos ressources et une plus grande productivité dans toutes nos activités... un véritable programme de transformation. Ce programme de transformation est porteur d'une nouvelle énergie et de créativité, et il offre l'environnement propice dont nous avons besoin pour poursuivre le programme de croissance que nous nous sommes fixés. Nous avons pris des mesures pour réduire les charges d'exploitation et améliorer les marges en offrant aux employés un régime d'encouragement à la retraite anticipée. Selon une estimation que 400 employés se prévaudront de cette offre en 2004, nous prévoyons des économies annuelles d'environ 23 millions de dollars des charges d'exploitation à compter du début de 2005.

La réduction du nombre de nos employés et l'automatisation progressive de nos processus se feront par étapes déterminées. Par exemple, nous avons automatisé les nouvelles installations pendant la période occupée de la rentrée scolaire, permettant aux étudiants de traiter automatiquement en ligne de nouvelles installations de service et d'obtenir une tonalité en seulement six minutes. Afin d'offrir aux clients plus de simplicité, de commodité et de choix, nous examinons actuellement la possibilité de créer une efficience similaire dans d'autres secteurs de nos activités.

Dividendes déclarés pour décembre

Le 28 octobre, notre conseil d'administration a déclaré un dividende sur actions ordinaires de 0,275 \$ par action et un dividende sur actions privilégiées de 0,340625 \$ par action, payables le 30 décembre 2004, aux actionnaires inscrits le 15 décembre 2004.

Avec le retour au travail de tout notre effectif, nous redirigerons nos énergies pour créer des produits d'exploitation et accroître le résultat net. J'ai bien hâte de vous présenter nos progrès continus qui se poursuivront dans la nouvelle année, dans notre rapport annuel aux actionnaires de 2004. Entre-temps, je vous souhaite de joyeuses fêtes et une année 2005 des plus prospères.

Le président-directeur général,



Jay Forbes

Le 28 octobre 2004

Points saillants financiers du troisième trimestre (compte tenu de l'incidence de la grève)

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars, sauf les données par action)	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Produits d'exploitation consolidés	497,2	513,9	(3,2)	1 527,2	1 532,1	(0,3)
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	37,0	50,7	(27,1)	127,8	149,4	(14,5)
Résultat par action ordinaire lié aux activités poursuivies	0,26	0,35	(25,7)	0,91	1,03	(11,7)
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en millions)	132,1	137,9	(4,2)	132,8	138,6	(4,2)

Rapport de gestion

Le présent document vise à fournir un rapport de gestion sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation pour les périodes de trois mois et de neuf mois terminées le 30 septembre 2004 par rapport aux périodes correspondantes de 2003. Le rapport de gestion doit être lu avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes y afférentes pour la période terminée le 30 septembre 2004 et avec le rapport de gestion présenté dans les rapports trimestriels précédents de 2004 et notre rapport annuel de 2003. Le présent rapport de gestion est fondé sur des états financiers dressés selon les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada. Tous les montants du présent rapport de gestion, sauf indication contraire, sont en millions de dollars canadiens.

Les rapports trimestriels, les rapports annuels et les informations supplémentaires se trouvent dans notre site Web d'entreprise, à l'adresse www.aliant.ca/fr, sous la rubrique «Rapports financiers». D'autres renseignements, dont la notice annuelle et d'autres documents d'information continue, se trouvent dans SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, les termes «nous» et «Aliant» font référence à Aliant inc. ou à nos secteurs Télécommunications et Technologies de l'information.

Le présent document contient certaines déclarations et informations sur des circonstances et des faits futurs éventuels. Ces déclarations et informations prospectives sont assorties d'une réserve en raison des risques et des incertitudes inhérents aux prévisions en général et elles peuvent différer considérablement de nos résultats futurs réels. Se reporter aux rubriques «Risques et gestion des risques» et «Déclarations prospectives» pour plus de détails sur les risques et les incertitudes inhérents aux prévisions. Nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser l'une ou l'autre de ces déclarations ou informations prospectives, que ce soit par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement. Les déclarations prospectives du présent rapport de gestion présentent nos attentes au 28 octobre 2004, sauf indication contraire.

Le présent rapport de gestion porte la date du 28 octobre 2004, date du dépôt en conjonction avec notre communiqué de presse annonçant nos résultats pour le troisième trimestre de 2004. Les informations contenues dans le présent document sont à jour à cette date, sauf indication contraire.

Reclassement des résultats de l'exercice précédent

Lorsque c'est indiqué, les résultats de l'exercice précédent ont été reclassés pour les rendre conformes à la présentation adoptée pour l'exercice en cours.

À PROPOS DE NOTRE ENTREPRISE

QUI NOUS SOMMES

Aliant, la plus importante société des technologies de l'information et des communications du Canada atlantique, exerce ses activités dans deux secteurs.

Le secteur Télécommunications offre une gamme complète de services de transmission de la voix et des données, notamment des services locaux, des services interurbains, des services cellulaires, des services Internet et d'autres services tant sur les réseaux câblés que sans fil. Télécommunications Aliant Inc. («Télécommunications Aliant»), filiale en propriété exclusive, est le principal fournisseur des services pour ce secteur et offre également des applications liées à la connaissance par l'entremise d'Innovatia Inc. («Innovatia»), filiale en propriété exclusive, de même que des services de publicité d'annuaire téléphonique par le truchement d'une participation de 87,1 % dans Aliant ActiMedia (une coentreprise).

Les activités du secteur Technologies de l'information sont exercées par l'entremise de Xwave Solutions Inc. («xwave»). xwave livre des services dans les domaines de l'intégration de systèmes, des services d'infrastructure et des solutions matérielles en matière de produits à des clients de différents marchés spécialisés et géographiques.

RAPPORT DE GESTION

Nos deux secteurs fonctionnent de plus en plus en harmonie, tirant avantage des forces de chaque secteur afin d'offrir à la clientèle des solutions de technologies de l'information et de télécommunications, principalement dans le Canada atlantique.

PROGRESSION DE NOTRE STRATÉGIE POUR 2004

Au cours du troisième trimestre de 2004, nos efforts ont surtout visé la prestation d'un service de haute qualité à notre clientèle et la résolution de l'arrêt de travail. Une nouvelle convention collective a été négociée avec le Council of Atlantic Telecommunication Union («CATU»), afin de remplacer les neuf conventions collectives établies auprès de nos sociétés remplacées. Les employés représentés par le CATU ont ratifié la nouvelle convention collective, qui se prolongera jusqu'au 31 décembre 2007, et ont repris le travail le 20 septembre 2004. Cette nouvelle convention collective établit l'équilibre entre les besoins de nos employés, ceux de la société et ceux de nos clients dans le contexte hautement concurrentiel d'aujourd'hui, et nous permet de bâtir la croissance future sur une fondation solide.

Avec le dénouement de l'arrêt de travail, nous pouvons maintenant diriger nos énergies sur les priorités clés suivantes : retour aux activités normales, reprise de la lancée dont nous profitons avant la grève, revitalisation des projets qui avaient été interrompus durant l'arrêt de travail, accélération de notre programme d'investissements en immobilisations et de technologie, intégration des fonctions et des activités où c'est possible afin d'améliorer l'efficacité, réduction des coûts par la réduction des effectifs, et accent sur la croissance.

Maximiser la valeur pour les actionnaires

L'arrêt de travail a temporairement ralenti nos investissements en immobilisations au cours du trimestre, mais nous avons continué de nous concentrer sur la croissance profitable, faisant des progrès dans des secteurs à croissance élevée grâce à l'investissement dans notre réseau, comme suit :

- Nous avons étendu notre réseau sans fil numérique de sorte que, au 30 septembre 2004, environ 86 % de la population du Canada atlantique avait accès à notre réseau, en hausse par rapport à 77 % au 30 septembre 2003.
- Nous avons lancé 23 nouveaux sites Internet haute vitesse grâce à notre participation au programme de services à large bande pour le développement rural et du Nord (le programme «BRAND») et à notre propre expansion des lignes d'abonnés numériques. Au 30 septembre 2004, nos services Internet haute vitesse pénétraient dans 67 % des résidences du Canada atlantique contre 63 % au 30 septembre 2003.

Nous avons aussi poursuivi l'amélioration de la rentabilité de nos activités principales. Nous avons particulièrement renforcé notre secteur Technologies de l'information grâce au dessaisissement d'activités non stratégiques et à la réalisation des avantages découlant des activités de restructuration de l'exercice précédent. À ce jour, les produits d'exploitation ont diminué de 5,1 millions de dollars, ou de 1,9 %, en raison du dessaisissement d'activités non essentielles entrepris en 2004, contrebalancé par la croissance depuis le début de l'exercice. Au cours de la même période, les charges d'exploitation ont pour leur part fléchi de 24,6 millions de dollars, ou de 14,5 %, représentant des améliorations de la productivité découlant du réaligement de notre stratégie et de notre modèle simplifié de fonctionnement des affaires. Les réalisations stratégiques particulières dans ce secteur au troisième trimestre de 2004 ont été les suivantes :

- Nous avons poursuivi avec succès des occasions d'affaires sur le marché côtier adjacent du nord-est des États-Unis pour étendre davantage nos forces dans le Canada atlantique. Nous avons obtenu un contrat de White Rock Distilleries dans le Maine pour concevoir et mettre en œuvre un logiciel dimensionnable, sûr et fiable qui contribuera à automatiser davantage les activités centralisées existantes de la société et à répondre à la hausse prévue de croissance du marché et de demande d'utilisation.
- Le 31 juillet 2004, nous avons vendu notre entreprise de services de technologies de l'information dans l'Ouest canadien à Telvent, filiale de technologies de l'information de la société Abengoa établie en Espagne. Cette opération soutient notre stratégie de nous concentrer sur les forces principales de xwave dans les régions du Centre et de l'Est du Canada.

Nous demeurons centré sur l'alignement progressif de nos stratégies de commercialisation, de vente et de livraison de la technologie de l'information au sein de notre secteur Télécommunications, ce qui est l'essence même de notre évolution vers une entreprise des technologies de l'information et des communications. Il en résultera un accroissement des ventes externes grâce à une gamme plus large et plus approfondie de solutions, une réduction des coûts, une amélioration de la satisfaction de la clientèle et, en bout de ligne, une stratégie défensive puissante visant à protéger notre marché grâce à un taux de rétention plus élevé des clients.

Puisque nous cherchons à livrer concurrence de façon plus efficace et à générer une croissance future, nous investirons dans de nouvelles occasions complémentaires à nos activités principales. Le 27 septembre 2004, nous avons annoncé l'acquisition de DownEast Mobility Limited («DownEast Communications») en date du 1^{er} octobre 2004. DownEast Communications est actuellement un détaillant d'Aliant et un détaillant de premier plan avec cinquante-et-un points de vente au Canada atlantique. Le réseau étendu de détaillants nous offre de nouvelles occasions de croissance, renforce nos liens avec la clientèle, et permet de bien nous positionner afin d'élargir notre présence de marque dans le Canada atlantique.

Comme nous avons dégagé de solides flux de trésorerie tirés de l'exploitation au cours du troisième trimestre de 2004, nous avons pu enrichir nos investisseurs par les activités suivantes :

- le versement d'un dividende trimestriel de 0,275 \$ par action ordinaire aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2004;
- le rachat et l'annulation des 268 846 actions permises restantes dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des affaires («offre publique de rachat») entre le 1^{er} juillet 2004 et la fin du programme, le 5 août 2004.

Penser d'abord au client

Durant l'arrêt de travail, nous avons travaillé avec diligence afin de maintenir les services à la clientèle aux niveaux les plus élevés que possible. Ces efforts, conjugués à la vigueur de nos relations avec la clientèle pré-existante, à la fiabilité de nos réseaux et à notre gamme concurrentielle de produits et services, nous ont permis de maintenir une satisfaction élevée de la clientèle. Ceci a été mis en évidence par nos sondages réguliers effectués auprès de la clientèle durant le trimestre ainsi que par la vigueur des statistiques liées à la clientèle. Pour le troisième trimestre de 2004, notre clientèle des services sans fil et Internet s'est accrue de respectivement 9,4 % et 6,4 % par rapport au trimestre correspondant de 2003. Notre clientèle des services d'accès au réseau a baissé de 1,1 %, en regard de la même période de l'exercice précédent, ce qui correspond à la tendance constatée au cours des 24 derniers mois.

Au cours du troisième trimestre, nous avons continué d'adapter notre gamme de produits et services pour mieux répondre aux besoins de nos clients. Nous avons particulièrement :

- amélioré deux de nos forfaits interurbains existants, Simplement Canada 1200 et Simplement Canada 3000, pour inclure automatiquement dans les frais mensuels 200 minutes d'appel le jour au Canada, offrant ainsi aux clients une valeur additionnelle sans coût supplémentaire, et
- fait la promotion d'offres destinées aux étudiants lors de la rentrée scolaire, comme un forfait interurbain exclusif au marché étudiant, un contrat d'option à Internet haute vitesse de huit mois s'alignant sur l'année scolaire et une activation gratuite de services cellulaires avec en prime l'afficheur et la téléréponse pendant quatre mois moyennant un contrat de services cellulaires de trois ans.

Nous avons pris l'engagement d'améliorer notre performance en matière de services à la clientèle et de satisfaction de celle-ci dans tous les aspects de nos activités, en rehaussant notre proposition globale de valeur à nos clients et en mettant en œuvre ces améliorations par la transformation de nos processus.

Simplifier les processus internes

Durant l'arrêt de travail, nous avons saisi et donné la priorité à des idées visant l'amélioration des processus. Au cours du troisième trimestre, nous avons mis en œuvre bon nombre de ces idées, dont plusieurs étaient centrées sur les façons de rationaliser les activités au cours d'une période où la demande des clients augmente, comme la période de la rentrée scolaire. Dans cet exemple particulier, nous avons simplifié les processus pour nos clients en leur offrant de meilleures interactions en ce qui concerne les détaillants et les services en ligne et téléphoniques, ce qui a aussi accéléré la vitesse de service. Dans les efforts déployés pour réduire le temps des processus internes et rehausser les interactions avec les clients, nous avons :

- créé un formulaire en ligne sur Aliant.net pour automatiser le processus d'adhésion aux nouveaux services de communications pour les clients qui passent du service téléphonique local aux installations haute vitesse; et
- fourni une application sur le Web aux détaillants afin d'accélérer les interactions directes avec les clients; et
- automatisé le processus relatif au formulaire pour l'expédition de modems aux clients du service haute vitesse qui font eux-mêmes l'installation, ce qui a réduit le temps du processus et amélioré la justesse et les renseignements de contrôle.

Environ le tiers des nouvelles installations au cours de la période de la rentrée scolaire ont été traitées automatiquement grâce à notre nouveau système de commande en ligne. En raison de ces améliorations, la grande majorité des étudiants ont été servis plus rapidement en regard du temps qui aurait été requis au cours de la même période de l'exercice précédent. Nous sommes très satisfaits de l'incidence positive de ces améliorations durant l'arrêt de travail et nous les avons incorporées dans le cours normal de nos activités.

Nous avons l'intention de maintenir ce rythme de changement amorcé au cours du troisième trimestre et nous ferons en sorte que les occasions d'amélioration des processus nouveaux et existants soient exploitées.

Favoriser l'apprentissage et le perfectionnement des employés

Nous reconnaissons que cet arrêt de travail a été exigeant et stressant pour tous nos employés et qu'il est maintenant nécessaire de restaurer rapidement des relations de travail normales entre les collègues dans toute l'organisation. À cet égard, nous avons conçu et mis en œuvre un programme transitoire complet de retour au travail. Même s'il s'est écoulé peu de temps depuis la fin de l'arrêt de travail, ce programme a aidé les employés à réfléchir sur leurs expériences et leurs sentiments, à les assimiler et à se concentrer de nouveau sur les activités de l'entreprise. Nous avons mis l'accent sur le bien-être des employés et la reconstruction des relations interpersonnelles. Nous favorisons les séances d'échange collectives, de consultation individuelle et les ateliers interactifs afin de faciliter un retour au travail positif et efficace pour tous. Ce programme se veut une prolongation des programmes existants de santé et bien-être d'Aliant et comprend notre programme permanent d'aide aux employés.

ARRÊT DE TRAVAIL

L'arrêt de travail a débuté le 23 avril 2004 et s'est terminé le 16 septembre 2004 par l'acceptation d'une nouvelle convention collective. Tous les employés ont repris le travail le 20 septembre 2004. Nous avons dressé une estimation de l'incidence défavorable de cet arrêt de travail afin de distinguer les effets négatifs sur nos résultats financiers à court terme de notre performance sous-jacente. De façon claire, ces effets ne s'avèrent que des estimations et dépendent du jugement de la direction. Ils ont été déterminés en dénombrant des coûts directs précis et en comparant nos résultats mensuels réels aux prévisions de rendement de l'exercice en cours. Ces prévisions se fondaient sur nos résultats de l'exercice précédent et sur le rendement de l'exercice en cours avant l'arrêt de travail.

Selon ces estimations, l'incidence défavorable de l'arrêt de travail sur nos résultats d'exploitation de 2004 se présente comme suit :

Incidence financière estimative de l'arrêt de travail

(en millions de dollars, sauf les données par action)

	Deuxième trimestre	Troisième trimestre	Total
Produits d'exploitation	(9)	(17)	(26)
Coût des produits d'exploitation	4	6	10
Charges d'exploitation	(16)	(23)	(39)
Bénéfice d'exploitation	(21)	(34)	(55)
Impôts sur les bénéfices	8	12	20
Bénéfice net	(13)	(22)	(35)
Résultat par action	(0,10)	(0,16)	(0,26)

L'incidence trimestrielle de l'arrêt de travail sur les résultats d'exploitation se traduit par une baisse des produits d'exploitation tirés des frais de service en raison de la diminution des nouvelles installations et des activations de services sans fil et Internet, de la chute des ventes de produits et du ralentissement de la croissance des services de données. L'incidence s'est accrue du deuxième trimestre au troisième trimestre en raison de l'augmentation du nombre de jours d'arrêt de travail (69 jours au deuxième trimestre en regard de 81 jours au troisième trimestre), de l'affaissement des ventes et de l'effet combiné de la perte de produits d'exploitation récurrents attribuables à la réduction du nombre de nouveaux clients ou des activités de vente. Les répercussions de la diminution des ventes de produits ont été atténuées par le fléchissement du coût des produits d'exploitation.

Les charges d'exploitation engagées au deuxième trimestre ont consisté principalement en des frais de protection afin d'assurer la continuité de nos activités avec le moins d'interruption possible et la sécurité de nos employés, des réparations de biens et des coûts initiaux pour former et pour équiper nos employés dans leurs nouveaux rôles. Au cours de la période, l'absence de salaires et d'avantages des employés syndiqués a été contrebalancée par les frais des heures supplémentaires et d'autres coûts liés à l'emploi. Par contraste, au troisième trimestre de 2004, les heures supplémentaires et les autres charges liées à l'emploi ont été en excédent des économies salariales faites auprès des employés syndiqués alors que nous répondions au défi d'une demande accrue au cours d'une période habituellement occupée et que nous permettions à certains employés de prendre des vacances. Les frais de protection engagés au troisième trimestre ont été semblables à ceux du deuxième trimestre.

Le déploiement de la nouvelle convention collective comporte également des incidences financières futures. La convention prévoit des augmentations salariales annuelles alignées sur le marché du travail dans le Canada atlantique pour les années 2002 à 2007 et établit des modalités et conditions d'emploi uniformes pour tous les 4 300 employés de l'unité de négociation. La convention prescrit des taux d'augmentation salariale futurs de 3,0 % en 2005 et de 2,8 % en 2006 et en 2007. Ces augmentations, conjuguées à l'incidence de l'alignement des conditions d'emploi, entraîneront une hausse du coût moyen des salaires et avantages sociaux. Cette convention nous permettra aussi d'avoir un meilleur contrôle sur les coûts futurs, notamment les heures supplémentaires, les soins de santé et les prestations de retraite. Dans l'ensemble, la convention réalise l'équilibre entre les besoins des employés pour l'uniformité d'emploi dans tous les secteurs d'Aliant, et les exigences de notre stratégie commerciale visant la souplesse de l'effectif et les gains de productivité. L'incidence financière additionnelle du règlement sur notre bénéfice d'exploitation en 2004 est minime puisque nous avons passé en charges pratiquement tous les coûts qui s'appliquaient de façon rétroactive.

PERSPECTIVES POUR 2004

Malgré l'incidence négative de l'arrêt de travail, les produits d'exploitation tirés des services sans fil et des services Internet ont augmenté de respectivement 15,5 % et 12,9 % au troisième trimestre comparativement à la même période de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés à l'exploitation ont également été vigoureux, à 214,4 millions de dollars. Il s'agit d'indicateurs positifs à l'égard de notre rendement prévu pour le quatrième trimestre.

Toutefois, pour répondre au besoin continu de réduire notre structure de coût, un régime d'encouragement à la retraite anticipée sera présenté à tous nos employés. Ce régime représente une constituante importante de notre programme de transformation des processus et contribuera à améliorer la rentabilité et la productivité en 2005 et, par la suite, en réduisant nos coûts au moyen de la réduction des effectifs. Le régime prévoit des incitatifs en espèces ainsi que l'accélération de certains critères d'admissibilité à la retraite des régimes de retraite. Nous prévoyons engager une imputation de restructuration avant impôts d'environ 40 millions de dollars au quatrième trimestre de 2004, en fonction de l'acceptation de l'offre par près de 400 employés admissibles qui partiraient pratiquement tous à la retraite avant la fin de 2004. Nous prévoyons que les économies annuelles d'environ 28 millions de dollars auront une incidence favorable sur les charges d'exploitation, dans une proportion de 23 millions de dollars, le reste étant une réduction des coûts de main-d'œuvre capitalisés.

Avec la reprise des activités normales, nous avons également réévalué nos programmes d'investissements en immobilisations pour l'exercice. Au quatrième trimestre, nous accélérerons les travaux sur notre réseau central, élargirons notre couverture pour les services Internet haute vitesse et les services sans fil numériques, et réorienterons les travaux sur notre réseau de la prochaine génération. Plus particulièrement, ces travaux inclueront la première étape de la construction du réseau serviceVoix sur IP (VoIP) pour les clients commerciaux importants et le lancement de notre projet pilote de fibre jusqu'aux locaux. Le projet pilote de fibre jusqu'aux locaux constitue un essai qui se prolongera jusqu'au début de 2006 et qui vise la livraison à domicile de services Internet haute vitesse et VoIP.

Nous avons réévalué nos perspectives de départ pour 2004 afin de prendre en considération l'incidence de l'arrêt de travail, des dessaisissements dans le secteur Technologies de l'information, de notre acquisition de DownEast Communications et du régime d'encouragement à la retraite anticipée.

	Perspectives révisées pour 2004	Perspectives de départ pour 2004
Produits d'exploitation	2 030 millions de dollars à 2 040 millions de dollars	Croissance modeste à un chiffre
Résultat par action	1,03 \$ à 1,07 \$	Croissance modeste à deux chiffres
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	Plus de 550 millions de dollars	Plus de 550 millions de dollars
Investissements en immobilisations	285 millions de dollars à 300 millions de dollars	Semblables aux investissements en immobilisations de 336 millions de dollars en 2003

Nos prévisions révisées pour 2004 d'un résultat par action de 1,03 \$ à 1,07 \$ tiennent compte d'une incidence défavorable estimative de 0,19 \$ attribuable au régime d'encouragement à la retraite anticipée. Ce chiffre est fondé sur l'estimation selon laquelle environ 400 employés accepteront l'offre, et pourrait par conséquent changer.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Voici un rapport succinct sur nos résultats d'exploitation consolidés pour les trois mois et neuf mois terminés le 30 septembre 2004 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent.

PRODUITS D'EXPLOITATION

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Télécommunications						
Services locaux	183,8	194,4	(5,5)	560,6	577,0	(2,8)
Services interurbains	85,9	98,2	(12,5)	266,1	296,8	(10,3)
Services sans fil	103,0	89,2	15,5	283,5	242,8	16,8
Internet	30,4	26,9	12,9	89,6	78,8	13,7
Autres produits d'exploitation	47,6	51,8	(8,1)	149,6	159,0	(5,9)
	450,7	460,5	(2,1)	1 349,4	1 354,4	(0,4)
Technologies de l'information						
Services de TI	49,8	50,5	(1,4)	155,9	163,9	(4,9)
Solutions matérielles	29,6	30,1	(1,7)	107,2	104,3	2,8
	79,4	80,6	(1,5)	263,1	268,2	(1,9)
Divers et éliminations	(32,9)	(27,2)	(21,0)	(85,3)	(90,5)	5,7
Produits d'exploitation consolidés	497,2	513,9	(3,2)	1 527,2	1 532,1	(0,3)

La forte croissance des services sans fil et des services Internet du secteur Télécommunications s'est poursuivie au troisième trimestre de 2004. Cette croissance a été atténuée par l'incidence défavorable estimative de 17 millions de dollars découlant de l'arrêt de travail et par l'effritement additionnel des produits d'exploitation attribuable à l'incidence continue des restrictions réglementaires, de la concurrence et du remplacement de la technologie. Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2004, l'incidence défavorable estimative de l'arrêt de travail sur les produits d'exploitation du secteur Télécommunications a été de 26 millions de dollars.

Les produits d'exploitation du secteur Technologies de l'information sont légèrement inférieurs en 2004. Les produits d'exploitation tirés des ventes externes ont fléchi de 14,7 % pour le troisième trimestre de 2004 en regard de la même période de 2003, en raison des activités de dessaisissement au deuxième et au troisième trimestres de 2004. À ce jour, les produits d'exploitation tirés des ventes externes n'ont diminué que de 2,2 % étant donné les fortes ventes de matériel dans les secteurs privé et public dans la première moitié de 2004. Les activités conjointes avec le secteur Télécommunications ont été plus élevées que d'habitude au troisième trimestre, en raison de l'arrêt de travail, se traduisant par une hausse de 27,8 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. À ce jour, les produits d'exploitation tirés des ventes internes ont reculé de 1,2 %, car les activités intersociétés dans la première moitié de l'exercice ont été moins importantes qu'à l'exercice précédent en raison des mesures d'amélioration de la productivité et du réaligement des rôles.

Produits d'exploitation tirés des services locaux

Les produits d'exploitation tirés des services locaux proviennent du service d'accès au réseau (SAR), des fonctions de service amélioré, de l'accès aux données, des paiements de contribution, des paiements des concurrents, des locations d'appareils téléphoniques, de l'utilisation des téléphones publics et des frais de service.

Les produits d'exploitation tirés des services locaux ont fléchi tout au long de 2004 à cause des restrictions réglementaires, de la concurrence, du remplacement de la technologie et de l'arrêt de travail. Au Canada atlantique, notre marché se caractérise par la recrudescence de la concurrence et le changement des besoins de communication. Notre programme de maintien de la clientèle, qui met l'accent sur les forfaits valeur du service local, les groupages de services et les fonctions de service amélioré, a atténué les répercussions du marché sur les produits tirés des services locaux.

La majorité des produits d'exploitation tirés des services locaux proviennent du service d'accès au réseau (SAR). Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2004, les produits d'exploitation tirés des SAR ont diminué respectivement de 2,2 % et de 2,0 %. Parmi les restrictions réglementaires précises qui nuisent à notre capacité de livrer concurrence, notons les restrictions sur les promotions visant à reconquérir la clientèle et la restriction maintenue à l'égard du groupage de services et de l'association des services locaux à d'autres services non réglementés. Nous avons présenté une requête visant le retrait de ces contraintes dans certains secteurs concurrentiels, mais nous ne prévoyons pas obtenir de réponse du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes («CRTC» ou le «Conseil») avant 2005, au plus tôt.

Au 30 septembre 2004, nos clients résidentiels et nos clients commerciaux des SAR avaient baissé de 1,1 % par rapport à la même date en 2003, la clientèle résidentielle des SAR ayant fléchi de 1,9 % et la clientèle commerciale des SAR ayant bondi de 0,2 %. En outre, de plus en plus de Canadiens des provinces de l'Atlantique choisissent des services comme les téléphones cellulaires, le courriel, la messagerie instantanée et la messagerie textuelle pour remplacer les services de télécommunications traditionnels. La clientèle commerciale des SAR a connu une progression du côté de la clientèle des petites et moyennes entreprises, compensant l'incidence d'une perte concurrentielle majeure subie à la fin de l'exercice précédent en raison d'une décision réglementaire. Outre les facteurs précités, l'arrêt de travail a aussi eu des répercussions sur les clients résidentiels et les clients commerciaux des SAR.

Les produits d'exploitation tirés des services locaux autres que les SAR ont reculé de 12,0 % au troisième trimestre, contribuant à une réduction de 4,7 % dans les neuf premiers mois. L'arrêt de travail a été un facteur prépondérant dans la diminution des produits d'exploitation tirés des frais de service étant donné la diminution des nouvelles installations et les retards dans le service. Nos efforts de commercialisation et de ventes ont également été ralentis par l'arrêt de travail, freinant la croissance que nous avons observée plus tôt dans l'exercice pour les produits d'exploitation tirés de l'accès aux données et des fonctions de service amélioré. Les produits d'exploitation tirés de l'accès aux données ont progressé de 4,0 % au troisième trimestre comparativement à la même période de l'exercice précédent en raison des tout nouveaux services d'accès aux données, comme la transmission à large bande. Les produits d'exploitation tirés des fonctions de service amélioré se sont accrus de 1,7 % par rapport au troisième trimestre de 2003 étant donné que les clients ont choisi d'ajouter des fonctions à leur service de base local de façon individuelle ou par l'entremise de leurs forfaits valeur de services locaux. Nous avons aussi continué à sentir l'incidence négative de la décision de plafonnement des prix prise au cours de l'exercice précédent par le CRTC sur les paiements de contribution et les paiements des concurrents; et la baisse des produits d'exploitation tirés de la location mensuelle d'appareils téléphoniques puisqu'un plus grand nombre de clients choisissent d'acheter leur appareil téléphonique. Avec le retour aux activités normales dans le quatrième trimestre de 2004, nous prévoyons retrouver le rythme pour ce qui est des frais de service reliés aux nouvelles installations, des produits tirés de l'accès aux données et des services améliorés.

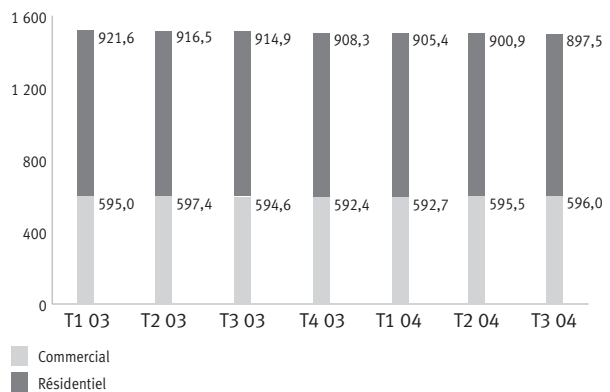
Produits d'exploitation des services interurbains

Les produits d'exploitation tirés des services interurbains proviennent de la prestation du service interurbain, du service de réseaux de données et des appels interurbains entrants.

La chute des produits d'exploitation tirés des services interurbains se poursuit en raison de la concurrence féroce sur ce marché. Cette chute s'est accentuée au cours de l'arrêt de travail en raison de la promotion de tarifs réduits à la minute offerte au cours du deuxième trimestre dans le cadre de notre programme de maintien de la clientèle et de notre incapacité de maintenir nos efforts habituels pour reconquérir la clientèle. Les produits d'exploitation tirés des appels interurbains entrants ont aussi baissé du fait de la diminution des tarifs exigée par le CRTC. Toutefois, cette baisse a été compensée par les économies en ce qui concerne les charges liées aux appels interurbains entrants réalisées relativement aux appels de nos abonnés vers d'autres régions. Les clients importants ont également réduit ou rationalisé leurs besoins pour les circuits de transmission de données, réduisant ainsi nos produits d'exploitation tirés de la transmission de données.

Clients des services d'accès au réseau câblé

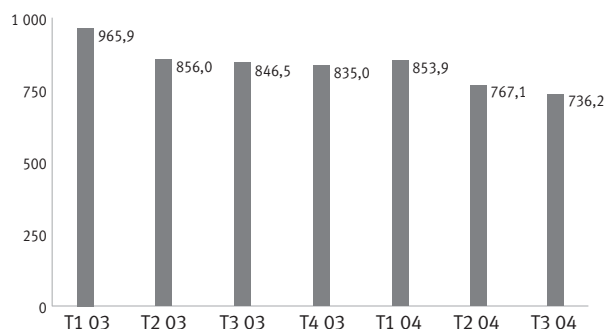
En milliers



Au 30 septembre 2004, notre clientèle résidentielle des SAR avait baissé de 1,9 % par rapport au 30 septembre 2003, ce qui a contribué à un recul de 1,1 % du totale de la clientèle des SAR sur douze mois.

Minutes d'appels interurbains

Volumes en millions



Au troisième trimestre de 2004, les volumes de minutes d'appels interurbains ont reculé de 13,0 % en regard du troisième trimestre de 2003. Ce recul découle en partie de notre décision de plafonner les minutes pour certains forfaits illimités à l'intention de la clientèle résidentielle en 2003 et de notre environnement concurrentiel.

Les minutes d'appels interurbains résidentiels ont fléchi étant donné que le nombre de clients a régressé et que nos forfaits à la clientèle ont été restructurés en 2003. Les composantes de cette restructuration, comme le plafonnement des minutes pour certains forfaits d'appels illimités, nous ont permis d'optimiser l'utilisation de notre réseau, de limiter les investissements en immobilisations supplémentaires et d'améliorer la rentabilité dans ce secteur. Les minutes d'appels interurbains commerciaux ont également diminué en réponse aux pertes des centres de contact concurrentiels en 2003 et au début de 2004 ainsi qu'au remplacement de la technologie.

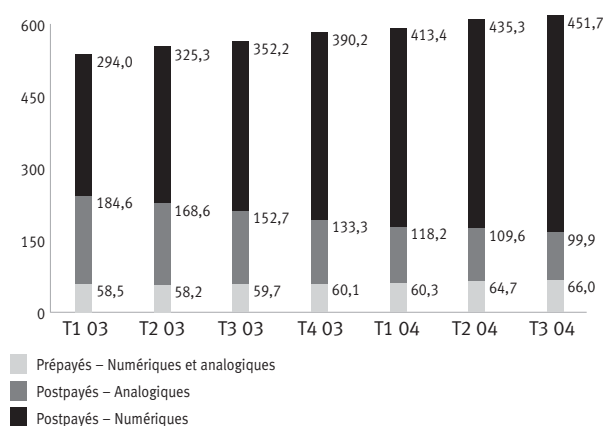
Nous continuons de réagir activement à la concurrence très vive par des offres qui répondent aux besoins de nos clients. Par exemple, au cours du troisième trimestre, nous avons ajouté 200 minutes d'appel de jour au Canada à deux de nos forfaits d'appels interurbains résidentiels existants, dans le cadre de notre programme de maintien de la clientèle.

Produits d'exploitation tirés des services sans fil

Les produits d'exploitation tirés des services sans fil proviennent de la prestation de services cellulaires, de services de téléavertissement et de services mobiles.

Clients des services cellulaires

En milliers



Au 30 septembre 2004, le nombre de clients des services cellulaires s'était accru de 9,4 % en regard du 30 septembre 2003. Ce résultat comprend une croissance de 30,1 % des services numériques et de 9,2 % des services postpayés.

La forte croissance de la clientèle, l'augmentation des produits d'exploitation moyens par client et la hausse de l'utilisation moyenne en minutes ont permis une montée des produits d'exploitation tirés des services sans fil. Les résultats n'ont pratiquement pas été touchés par l'arrêt de travail, à l'exception de certains retards dans les activations de services sans fil et d'une hausse temporaire des désactivations par suite de non-paiement durant le trimestre. Le maintien de notre forte croissance est attribuable à l'expansion et à la fiabilité de notre réseau sans fil de transmission de la voix et de données partout dans le Canada atlantique, soutenu par notre important réseau de détaillants.

Au 30 septembre 2004, environ 86 % de la population canadienne des provinces de l'Atlantique avait accès à notre réseau sans fil numérique, en hausse par rapport à une couverture de 77 % à la même date de l'exercice précédent. La poursuite de cette expansion, conjuguée à une hausse de la pénétration du marché, nous ont permis de réaliser un croissance de 30,1 % du nombre d'abonnés aux services numériques par rapport au dernier exercice. Au quatrième trimestre de 2004, nous prévoyons relancer nos efforts

d'expansion dans de nouveaux secteurs de services et étendre l'accès numérique à environ 88 % de la population du Canada atlantique d'ici la fin de l'exercice.

Par rapport à l'exercice passé, la clientèle a grossi de 9,4 % grâce à notre couverture étendue, à notre réseau de détaillants, à notre choix de produits et à nos offres concurrentielles, notamment nos promotions ciblées pour la rentrée scolaire. Au cours du trimestre, notre taux de roulement a été touché défavorablement principalement par la hausse du nombre de désactivations pour non-paiement par suite de l'arrêt de travail. Nous prévoyons renverser cette situation au cours du quatrième trimestre au fur et à mesure que nous reprenons nos activités normales. Notre taux de roulement s'est amélioré de 6,0 % par rapport à la période comparable de l'exercice précédent. Cette amélioration s'explique par le programme de maintien de la clientèle, les mises à niveau du matériel et la croissance de la clientèle.

Sans fil – Statistiques

Pour les périodes terminées les 30 septembre	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Mensuel – Produits d'exploitation moyens par client (en dollars)						
Postpayés	58,51	55,21	6,0	54,58	51,15	6,7
Prépayés	12,27	11,08	10,7	10,96	9,43	16,2
Total	53,57	50,57	5,9	50,02	46,69	7,1
Mensuel – Utilisation moyenne en minutes par client						
	289	265	9,1	267	243	9,9
Taux de roulement						
	1,68 %	1,59 %	5,7	1,40 %	1,49 %	(6,0)

La croissance du total des produits d'exploitation moyens par client résulte d'une augmentation de l'utilisation moyenne en minutes, de l'accroissement des clients qui adoptent des offres de combinaison de fonctions, du pourcentage accru de clients qui optent pour des services numériques et d'une augmentation de l'utilisation des services de données. Notre campagne d'automne a soutenu cette croissance stratégique en présentant plusieurs offres de fonctions axées sur la messagerie texte et image. Nos clients des services numériques ont augmenté de 30,1 % par rapport à l'exercice précédent et représentent 76,2 % de notre clientèle de services cellulaires en regard de 64,1 % pour la même période en 2003. Les clients des services numériques génèrent des produits d'exploitation moyens mensuels par client plus élevés que ceux des services analogiques, tout comme les clients des services postpayés entraînent des produits d'exploitation moyens mensuels par client plus élevés que ceux des services prépayés. À 89,3 %, la proportion des services postpayés continue de dominer le secteur.

Produits d'exploitation tirés des services Internet

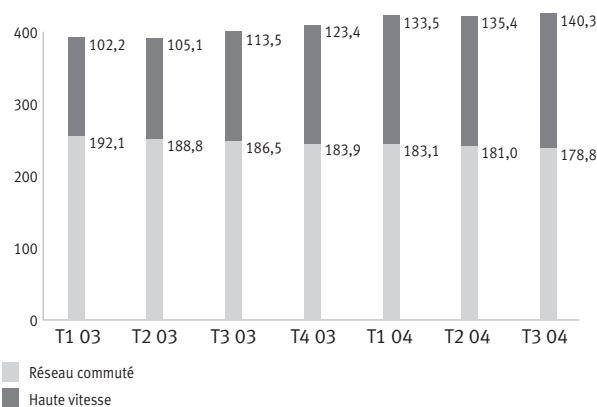
Les produits d'exploitation tirés des services Internet proviennent des services haute vitesse et des services de réseau commuté sur les marchés résidentiels et commerciaux, et comprennent des services améliorés, comme Musique sur mon PC^{MC} et le Coupe-feu personnel.

L'augmentation de la clientèle, l'accroissement des produits d'exploitation moyens mensuels par client et le ralentissement du taux de roulement continuent de soutenir les produits d'exploitation tirés des services Internet. La hausse de 23,6 % des abonnés au service haute vitesse a contribué à la hausse totale de 6,4 % du nombre de clients des services Internet par rapport au 30 septembre 2003. Bien que les activations aient été inférieures à la normale au cours de l'arrêt de travail, nous continuons de soutenir l'acquisition de clients et de gérer de façon serrée le roulement grâce au marketing compétitif et aux mesures de maintien de la clientèle.

Nous obtenons de nouveaux clients grâce à la disponibilité des services améliorés, aux offres de lancement alléchantes, aux forfaits valeur, à l'expansion de la couverture de notre réseau haute vitesse et à l'accent mis sur les réseaux de ventes en ligne et par l'intermédiaire des détaillants. En particulier, notre campagne de la rentrée scolaire comportait une offre de lancement dynamique jumelée à une offre particulière aux étudiants comportant un contrat de huit mois au service haute vitesse qui s'aligne sur l'année scolaire. Le groupage de produits a été mis en valeur en continuant de récompenser les clients qui avaient choisi un forfait valeur. Les ventes en ligne et par l'intermédiaire des détaillants se sont améliorées de façon importante au cours du trimestre grâce à une offre promotionnelle spéciale pour les clients qui avaient choisi une activation par l'entremise de ces réseaux au cours de la période de promotion. Nous prévoyons qu'un nombre grandissant de clients opteront pour ces réseaux dans le futur.

Clients des services Internet

En milliers



Au 30 septembre 2004, notre clientèle Internet s'était accrue de 6,4 % en regard du 30 septembre 2003, incluant une croissance de 23,6 % de notre clientèle des services haute vitesse. Cette croissance continue s'explique par notre tarification concurrentielle et nos services à valeur ajoutée.

Notre intérêt continu pour les programmes de maintien de la clientèle et de gestion de la fidélisation a minimisé l'incidence de la concurrence sur le roulement de la clientèle grâce à l'accent mis sur les contrats à long terme ainsi qu'à l'intégration d'offres Internet à nos autres gammes de produits. Ces concepts ont été intégrés dans nos campagnes de la rentrée scolaire et d'automne.

Au 30 septembre 2004, notre service Internet haute vitesse desservait 67 % des foyers du Canada atlantique, en hausse par rapport à 63 % au 30 septembre 2003. Nous planifions étendre le service considérablement au cours du quatrième trimestre de 2004 afin d'atteindre environ 72 % des foyers d'ici la fin de l'exercice.

Internet – Statistiques

Pour les périodes terminées les 30 septembre	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Mensuel – Produits d'exploitation moyens par client (en dollars)						
Réseau commuté – résidentiel*	20,24	20,00	1,2	20,03	19,71	1,6
Haute vitesse – résidentiel*	33,44	33,53	(0,3)	33,56	34,07	(1,5)
Réseau commuté – commercial	45,77	44,58	2,7	45,16	44,15	2,3
Haute vitesse – commercial	100,04	97,80	2,3	100,49	94,27	6,6
Taux de roulement	2,0 %	2,2 %	(9,1)	1,9 %	2,1 %	(9,5)

*Cette statistique a été retraitée pour inclure les produits d'exploitation des services améliorés. Ce retraitement s'est avéré nécessaire pour respecter la nouvelle norme sectorielle exigeant l'inclusion de tous les produits d'exploitation tirés des services Internet au consommateur dans le calcul des produits d'exploitation moyens par client.

La forte croissance de la clientèle et des produits d'exploitation a été soutenue par les mesures susmentionnées de gestion active du taux de roulement et d'amélioration des produits d'exploitation moyens par client. En glissement annuel, les produits d'exploitation moyens par client liés aux services Internet au consommateur sont restés relativement stables, alors que les produits d'exploitation moyens par client liés aux services Internet commerciaux ont connu une progression considérable des produits d'exploitation moyens par client. L'augmentation des produits d'exploitation moyens par client commercial est attribuable à l'expansion des services de sécurité et à leur popularité, à la restructuration des prix de diverses catégories de produits et à une utilisation accrue. Dans le marché des services Internet au consommateur, nos offres de lancement ont eu une incidence baissière sur les produits d'exploitation moyens par client, atténuée par la hausse des produits d'exploitation tirés des clients à très haute vitesse et des produits d'exploitation tirés des fonctions de service amélioré. Le fait de réussir à attirer de nouveaux clients offrira à long terme les avantages d'une plus vaste clientèle.

Autres produits d'exploitation

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Produits	24,8	29,3	(15,4)	76,5	80,6	(5,1)
Annuaire	10,5	10,3	1,9	40,5	38,2	6,0
Innovatia	7,7	6,3	22,2	20,1	18,5	8,6
Divers	4,6	5,9	(22,0)	12,5	21,7	(42,4)
Autres produits d'exploitation	47,6	51,8	(8,1)	149,6	159,0	(5,9)

Les autres produits d'exploitation de 2004 ont diminué par rapport à ceux de 2003, principalement en raison de la baisse des ventes de produits et des produits d'exploitation divers. Les ventes de produits peuvent être sporadiques, et avec la fin de l'arrêt de travail, nous prévoyons raviver toutes les occasions de vente de produits. D'un exercice à l'autre, le recul de l'ensemble des activités de vente durant l'arrêt de travail a eu une incidence défavorable sur les ventes de produits, qui a été partiellement atténuée par la hausse depuis le début de l'exercice des ventes de matériel et d'accessoires de cellulaire. Les produits d'exploitation d'Innovatia ont été plus élevés en raison principalement de frais non récurrents de 1,1 million de dollars relativement à la résiliation du contrat d'un client au cours du troisième trimestre. Les produits d'exploitation divers ont diminué en 2004 en raison de la baisse des taux de pénalité pour les paiements en retard, reliée au déclin des taux d'intérêt, et au recul des produits tirés des circuits de diffusion privés, par rapport à l'exercice 2003 où d'importants événements avaient été diffusés.

Produits d'exploitation tirés des services de TI

Les services de TI comprennent l'intégration de systèmes, la conception de logiciels, ainsi que les services d'infrastructure et autres services de consultation en TI.

Les produits d'exploitation tirés des services de TI générés à l'externe ont diminué par rapport à ceux de 2003. Cette diminution s'explique par le dessaisissement du centre d'assistance Internet en juin et de l'unité d'exploitation de l'Ouest en juillet de cette année. Compte non tenu de ces dessaisissements, les produits d'exploitation générés à l'externe ont fait un bond de 1,3 million de dollars au cours du troisième trimestre et de 1,5 million de dollars au cours des neuf premiers mois en regard des périodes correspondantes de 2003. La croissance de 4,9 millions de dollars des produits d'exploitation tirés des services de TI générés à l'interne au troisième trimestre découle des activités conjointes additionnelles avec le secteur Télécommunications, y compris les travaux d'amélioration de processus mis en œuvre en vue de la période de la rentrée scolaire. Depuis le début de l'exercice, les produits d'exploitation des services de TI générés à l'interne ont progressé de 0,3 million de dollar, reflétant les mesures d'amélioration de la productivité déployées en collaboration avec le secteur Télécommunications ainsi qu'un ralentissement initial des travaux conjoints au cours du deuxième trimestre alors que l'arrêt de travail débutait.

xwave continue de gagner des contrats qui se fondent sur notre expertise dans des secteurs d'application particuliers et qui aideront à faire progresser les produits d'exploitation dans le futur. Nous mettons en œuvre les applications et les mises à niveau PeopleSoft en vertu de contrats avec la Halifax's Capital District Health Authority, avec la ville du Grand Sudbury et la ville d'Oakville. Un contrat établi avec White Rock Distilleries mettra à profit notre expérience dans la livraison de solutions logicielles complètes visant l'automatisation et l'amélioration des activités commerciales.

Produits d'exploitation tirés des solutions matérielles

Les produits d'exploitation tirés des solutions matérielles comprennent la vente d'ordinateurs, d'accessoires et de logiciels.

Les produits d'exploitation tirés des solutions matérielles ont baissé de 0,5 million de dollars au troisième trimestre de 2004, par rapport à la période correspondante de 2003, en dépit d'une hausse de 2,0 millions de dollars des produits d'exploitation internes découlant du calendrier des activités d'approvisionnement additionnel de notre secteur Télécommunications. Depuis le début de l'exercice, les produits d'exploitation externes ont monté de 4,2 millions de dollars par suite de la vigueur des ventes dans la région du Centre du Canada au cours de la première moitié de l'exercice, dans les secteurs privé et public. Cette hausse a toutefois été contrebalancée par un repli de 1,3 million de dollars des produits d'exploitation internes, attribuable à la réduction des activités d'approvisionnement de notre secteur Télécommunications.

COÛT DES PRODUITS D'EXPLOITATION

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Coût des produits d'exploitation	65,6	71,0	(7,6)	209,3	219,0	(4,4)

La baisse des ventes de produits de Télécommunications découlant de l'arrêt de travail a entraîné une diminution du coût des produits d'exploitation au troisième trimestre de 2004 d'environ six millions de dollars et d'environ 10 millions de dollars pour l'exercice à ce jour, en regard des périodes correspondantes de l'exercice précédent. De plus, la baisse des minutes d'appels interurbains et des tarifs sur les appels interurbains entrants a contribué à réduire les coûts liés à notre portefeuille de services interurbains. Nous avons aussi connu des paiements relativement moins élevés au fonds national de contribution en regard de 2003.

Le coût des produits d'exploitation liés aux produits d'exploitation tirés des solutions matérielles des Technologies de l'information pour le troisième trimestre de 2004 est demeuré stable par rapport au trimestre correspondant de 2003, mais a augmenté depuis le début de l'exercice. Les marges à l'égard des ventes de solutions matérielles ont fléchi d'un point de pourcentage au troisième trimestre et pour l'exercice à ce jour en raison du marché très concurrentiel, ce qui a donné lieu à une tarification plus féroce. L'intérêt que nous portons envers l'amélioration de l'évaluation des projets, des estimations de coût et de la gestion des projets devrait contribuer au redressement des marges dans le futur.

CHARGES D'EXPLOITATION

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Télécommunications	241,1	200,0	20,6	685,3	601,5	13,9
Technologies de l'information	44,4	49,3	(9,9)	145,3	169,9	(14,5)
Divers et éliminations	(26,4)	(22,3)	18,4	(66,2)	(77,1)	(14,1)
Charges d'exploitation consolidées	259,1	227,0	14,1	764,4	694,3	10,1

L'augmentation des charges d'exploitation au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2004 par rapport aux mêmes périodes de 2003 tient surtout de l'incidence de l'arrêt de travail, de la croissance des activités des services sans fil et de l'augmentation de la charge liée aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Cette augmentation est atténuée par les économies découlant des activités de restructuration du secteur Technologies de l'information.

L'arrêt de travail compte pour environ 23 millions de dollars et 39 millions de dollars de l'augmentation respective du troisième trimestre et de l'exercice à ce jour. Cette augmentation est présentée déduction faite de l'économie d'environ trois millions de dollars à l'égard de la charge liée aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi des employés syndiqués durant l'arrêt de travail. Comme mentionné sous la rubrique «Arrêt de travail», le troisième trimestre inclut la provision constituée pour assurer adéquatement la protection de nos employés et de nos actifs, les frais de réparation des biens et la hausse des charges salariales en août et en septembre pour soutenir la demande accrue des clients durant cette période.

La croissance de la clientèle des services sans fil par rapport à 2003 s'est poursuivie, entraînant une montée de 15,5 % des produits d'exploitation tirés des services sans fil pour le troisième trimestre et de 16,8 % pour les neuf premiers mois de 2004. Pour soutenir cette croissance, nous avons constaté une montée correspondante des charges d'exploitation liées aux commissions, aux subventions, aux coûts des téléphones cellulaires et des accessoires, et aux autres mesures prises pour soutenir une progression de la clientèle. Les charges d'exploitation des services sans fil ont progressé de 6,1 millions de dollars, ou de 14,0 %, pour le troisième trimestre de 2004 et de 15,0 millions de dollars, ou de 12,0 %, pour les neuf premiers mois de l'exercice.

Dans l'ensemble, les salaires et avantages sociaux pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2004 n'ont pas augmenté de façon importante par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les rajustements annuels normaux des salaires ont été pratiquement annulés par l'amélioration de la productivité de l'équipe des services de consultation qui résulte des activités de restructuration en 2003 dans le secteur Technologies de l'information et le dessaisissement du centre d'assistance Internet et de l'unité d'exploitation de l'Ouest.

Les activités de restructuration et le dessaisissement au sein de notre secteur Technologies de l'information ont aussi permis de réduire les coûts de prestation de service ainsi que les charges générales et les charges de vente et d'administration.

La charge liée aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi a augmenté de 11,4 millions de dollars depuis le début de l'exercice 2004 par rapport à 2003. Les résultats du troisième trimestre sont inchangés par rapport à ceux de l'exercice précédent puisque les augmentations annuelles sont compensées par l'absence de charges attribuables aux employés syndiqués durant l'arrêt de travail.

Charge liée aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Prestations déterminées	10,4	10,2	2,0	36,1	26,5	36,2
Cotisations déterminées	2,6	2,8	(7,1)	9,5	8,5	11,8
Autres avantages postérieurs à l'emploi	3,9	3,8	2,6	11,6	10,8	7,4
Régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	16,9	16,8	0,6	57,2	45,8	24,9

La charge liée aux régimes à PD s'est accrue en 2004 surtout par suite de l'augmentation de l'amortissement des pertes actuarielles nettes attribuable au solde plus élevé des pertes actuarielles cumulatives. Le solde des pertes actuarielles cumulatives a monté parce que le rendement antérieur des actifs des régimes a été plus

faible que prévu et que les passifs des régimes ont été plus élevés que prévu. L'accroissement des passifs s'explique d'abord par les taux d'intérêt plus faibles utilisés pour actualiser les paiements futurs prévus à verser aux retraités. Au cours des neuf premiers mois de 2004, nous avons amorti des pertes cumulées de 14,1 millions de dollars au moyen de la charge de retraite, tandis que 6,3 millions de dollars avaient été amortis pendant la même période de 2003. Au cours du troisième trimestre de 2004, un amortissement de 4,7 millions de dollars a été constaté, contre 3,5 millions de dollars au cours du troisième trimestre de 2003. La hausse de l'amortissement des pertes a été contrebalancée par un recul de 2,5 millions de dollars du coût des services rendus au cours de l'exercice attribuable aux employés syndiqués qui n'accumulaient pas de service ouvrant droit à pension au cours de l'arrêt de travail.

La charge liée aux régimes de retraite à cotisations déterminées (CD) correspond au montant des cotisations patronales aux comptes d'épargne-retraite des employés. Pour les neuf premiers mois de 2004, l'accroissement découle de l'augmentation des primes d'encouragement à court terme versées au cours du premier trimestre, lesquelles requièrent des cotisations aux régimes d'épargne-retraite. Pour les deuxième et troisième trimestres, la charge liée aux régimes à CD a été inférieure à la normale puisque les cotisations n'ont pas été versées pour les employés syndiqués durant l'arrêt de travail.

La charge liée aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi s'est accrue en raison des intérêts sur l'obligation non capitalisée, étant donné que les passifs de ces régimes se sont accrus.

AMORTISSEMENT

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Amortissement	98,6	98,3	0,3	298,1	294,9	1,1

La croissance de l'amortissement d'un exercice à l'autre tient de la proportion plus élevée des investissements en immobilisations au cours des derniers exercices dans des actifs dont les durées de vie amortissables sont plus courtes, contrebalancée en partie par le ralentissement des investissements en immobilisations durant l'arrêt de travail.

IMPUTATION DE RESTRUCTURATION

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Imputation de restructuration	0,6	15,5	(96,1)	5,2	15,5	(66,5)

Dans la première moitié de 2004, le secteur Télécommunications a appliqué un plan de restructuration lié à des compressions de l'effectif. Les coûts afférents d'indemnités de départ et de prestations connexes de 0,1 million de dollars et de 2,3 millions de dollars ont été engagés respectivement au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois.

Le secteur Technologies de l'information a lancé un programme de restructuration en 2003 pour réaligner la stratégie de xwave, simplifier son modèle opérationnel et améliorer sa productivité et sa rentabilité. Le programme avait nécessité l'imputation de 15,5 millions de dollars au troisième trimestre de l'exercice précédent. Cette imputation comprenait essentiellement des indemnités de départ et des prestations connexes, mais aussi des coûts de rationalisation des locaux. Ce programme s'est poursuivi en 2004 avec une imputation additionnelle de 2,9 millions de dollars depuis le début de l'exercice, dont 0,5 million de dollars ont été passés en charges au cours du troisième trimestre.

AUTRES PRODUITS (CHARGES)

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Intérêts créditeurs	1,3	3,0	(56,7)	10,6	8,3	27,7
Titrisation de créances	(0,7)	(1,1)	(36,4)	(2,5)	(3,4)	(26,5)
Impôt provincial des grandes sociétés	(1,4)	(1,0)	40,0	(3,7)	(3,2)	15,6
Produits divers (charges diverses)	(2,1)	1,2	—	(2,2)	(0,1)	—
Autres produits (charges)	(2,9)	2,1	—	2,2	1,6	37,5

Les autres charges se sont accrues pour le troisième trimestre de 2004 comparativement à un an plus tôt, par suite de l'accroissement des charges diverses et de la diminution des intérêts gagnés sur les cotisations d'impôt d'exercices antérieurs. Depuis le début de l'exercice, les autres produits ont augmenté par rapport aux neuf premiers mois de 2003 puisque la croissance des charges diverses a été atténuée par les produits constatés au cours du deuxième trimestre se rapportant aux opérations du portefeuille de placements à court terme et aux intérêts gagnés sur les soldes au comptant et sur les cotisations d'impôt d'exercices antérieurs.

INTÉRÊTS DÉBITEURS

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Intérêts débiteurs	19,8	20,4	(2,9)	57,6	62,3	(7,5)

Les intérêts débiteurs ont diminué en 2004 par rapport à un an plus tôt par suite surtout d'une résorption de l'encours de la dette, étant donné que 72,5 millions de dollars en débetures et obligations ont été remboursés en juin et juillet 2003. Un swap de taux d'intérêt conclu en décembre 2003 contribue également à la baisse des intérêts débiteurs en 2004, étant donné que nous profitons d'une baisse des taux d'intérêt variables. Le remboursement d'une émission d'obligations de 100,0 millions de dollars en octobre 2004 contribuera à réduire davantage les intérêts débiteurs dans le futur.

IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Calcul du taux d'imposition réel

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	37,0	50,7	(27,1)	127,8	149,4	(14,5)
Ajouter :						
Impôts sur les bénéfices	13,2	32,6	(59,5)	65,9	97,9	(32,7)
Part des actionnaires sans contrôle	0,4	0,3	33,3	1,2	0,2	—
Bénéfice net lié aux activités poursuivies avant les impôts sur les bénéfices et la part des actionnaires sans contrôle	50,6	83,6	(39,5)	194,9	247,5	(21,3)
Taux d'imposition réel	26,09 %	39,00 %	(33,1)	33,83 %	39,55 %	(14,5)

La provision pour impôts sur les bénéfices a diminué en raison du recul du bénéfice net lié aux activités poursuivies et de la baisse du taux d'imposition réel. Cette baisse du taux d'imposition s'explique surtout par la diminution des taux prévus par la loi en 2004, en regard de 2003, et par la contrepassation d'un passif d'impôt comptabilisé antérieurement, qui n'était plus justifié en raison de la résolution favorable des vérifications fiscales en cours pour les exercices précédents assujettis à un taux d'imposition plus élevé.

PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Part des actionnaires sans contrôle	0,4	0,3	33,3	1,2	0,2	—

La part des actionnaires sans contrôle représente essentiellement la quote-part des résultats d'Atlantic Mobility Products Ltd.

BÉNÉFICE NET ET RÉSULTAT PAR ACTION

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Bénéfice net :						
Activités poursuivies	37,0	50,7	(27,1)	127,8	149,4	(14,5)
Activités abandonnées	—	0,2	—	—	11,0	—
Total du bénéfice net	37,0	50,9	(27,3)	127,8	160,4	(20,3)
Résultat par action ordinaire :						
Activités poursuivies	0,26	0,35	(25,7)	0,91	1,03	(11,7)
Activités abandonnées	—	—	—	—	0,08	—
Total du résultat par action ordinaire	0,26	0,35	(25,7)	0,91	1,11	(18,0)

L'abandon d'activités secondaires en 2003 a nécessité un reclassement des résultats liés à ces activités pour la période de l'exercice précédent comme activités abandonnées. Les résultats liés aux activités abandonnées pour les neuf premiers mois de 2003 reflètent les activités d'exploitation des entreprises avant leur cession et un gain de 8,9 millions de dollars, déduction faite des impôts, à la vente de certaines de ces entreprises.

La diminution du bénéfice net lié aux activités poursuivies depuis le début de l'exercice 2004 par rapport à la même période de 2003 est surtout due à l'incidence de l'arrêt de travail et à l'augmentation des coûts des régimes de retraite et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Cette diminution a été atténuée en partie par une baisse des intérêts débiteurs et des impôts sur les bénéfices.

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DES CAPITAUX

SOMMAIRE DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les espèces et quasi-espèces au 30 septembre 2004 s'établissaient à 406,6 millions de dollars. Au cours du troisième trimestre, nous avons tiré des rentrées de 214,4 millions de dollars de nos activités d'exploitation, ce qui a porté à 470,3 millions de dollars notre total des rentrées provenant des activités d'exploitation depuis le début de l'exercice. Nous prévoyons continuer de tirer de solides rentrées de nos activités d'exploitation au cours du quatrième trimestre de 2004.

Nous continuons d'affecter les liquidités d'une manière conforme à notre objectif de fournir une valeur à nos actionnaires. Au cours des neuf premiers mois de 2004, nos décisions se sont traduites notamment par le versement de dividendes à nos actionnaires et le rachat d'actions ordinaires auprès de nos actionnaires dans le cadre de notre programme d'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires.

D'ici la fin de 2004, nous prévoyons un fléchissement d'environ 200 millions de dollars de notre situation de trésorerie. Ce fléchissement sera attribuable à un bon nombre de facteurs, y compris le remboursement d'une émission d'obligations de 100,0 millions de dollars en octobre 2004, l'accélération de nos investissements en immobilisations trimestriels jusqu'à concurrence d'environ 100 millions de dollars, les paiements d'environ 40 millions de dollars en vertu du régime d'encouragement à la retraite anticipée, l'acquisition de DownEast Communications et le paiement initial au comptant de 15 millions de dollars lié à cette acquisition, les cotisations en espèces d'environ sept millions de dollars pour capitaliser notre régime de retraite à PD, le versement de nos dividendes trimestriels et autres obligations contractuelles.

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Sommaire des flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	37,0	50,7	(27,1)	127,8	149,4	(14,5)
Commissions et subventions reportées	(12,5)	(9,2)	35,9	(34,9)	(24,4)	43,0
Éléments hors caisse	119,2	104,9	13,6	375,4	310,9	20,7
	143,7	146,4	(1,8)	468,3	435,9	7,4
Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement	70,7	43,0	64,4	2,0	132,0	(98,5)
Flux de trésorerie liés aux activités poursuivies	214,4	189,4	13,2	470,3	567,9	(17,2)

Les rentrées de fonds liées aux activités poursuivies ont augmenté par rapport au troisième trimestre de 2003, puisque les améliorations du fonds de roulement et des autres éléments hors caisse ont annulé l'affaiblissement du bénéfice net comparable causé par l'arrêt de travail. Pour l'exercice à ce jour, les avantages fiscaux qui avaient ajouté 55,0 millions de dollars aux flux de trésorerie du premier trimestre de 2003 ne se sont pas reproduits en 2004, ce qui explique en grande partie le repli d'un exercice à l'autre.

Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Débiteurs	20,6	(30,3)	—	44,4	(12,3)	—
Impôts sur les bénéfices et autres						
impôts et taxes à payer	30,8	28,7	7,3	(14,3)	120,1	—
Charges payées d'avance	9,1	3,9	—	(7,2)	(21,3)	(66,2)
Stocks	2,7	0,7	—	3,5	1,4	—
Créditeurs et charges à payer	7,5	40,0	(81,3)	(24,4)	44,1	—
Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement	70,7	43,0	64,4	2,0	132,0	(98,5)

Compte non tenu des répercussions temporaires de l'arrêt de travail et du remboursement d'impôts sur les bénéfices, nous avons été largement en mesure de maintenir notre fonds de roulement à des niveaux semblables à ceux de 2003. La baisse des débiteurs s'explique par le repli des ventes annulé par les retards de recouvrement liés à l'arrêt de travail dans le secteur Télécommunications. En outre, le secteur Technologies de l'information a réduit le délai moyen de recouvrement des créances non payées en 2004 par rapport à 2003. Les activités de gestion du fonds de roulement entreprises en 2003 se sont traduites par des améliorations des créditeurs et des autres passifs; elles se poursuivent en 2004. En 2003, nous avons reçu des remboursements importants d'impôts sur les bénéfices et de la taxe de vente harmonisée, qui ont entraîné des flux de trésorerie inhabituellement élevés pour cet exercice. La variation des soldes hors caisse du fonds de roulement pourrait se renverser en partie au cours du quatrième trimestre avec le retour aux activités normales suivant l'arrêt de travail.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre (en millions de dollars)</i>	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
Produit net (remboursements) des effets						
à payer et des avances bancaires	(4,4)	22,6	—	(17,8)	(21,9)	(18,7)
Remboursement de la dette à long terme	—	(9,2)	—	(0,1)	(75,5)	(99,9)
Augmentation (diminution) des obligations						
au titre des contrats de location-acquisition	(0,4)	(0,1)	—	0,2	1,6	(87,5)
Rachat d'actions ordinaires	(6,6)	(77,6)	(91,5)	(48,3)	(110,3)	(56,2)
Dividendes sur actions privilégiées et ordinaires	(37,3)	(38,9)	(4,1)	(112,5)	(113,9)	(1,2)
Autres activités de financement	—	0,2	—	(0,7)	—	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(48,7)	(103,0)	(52,7)	(179,2)	(320,0)	(44,0)

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement au troisième trimestre de 2004 ont surtout trait au versement de dividendes sur actions privilégiées et ordinaires et à la conclusion des rachats d'actions ordinaires effectués dans le cadre de notre offre publique de rachat dans le cours normal des affaires qui s'est terminée le 5 août 2004. Plus de liquidités avaient été nécessaires aux activités de financement du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2003 en raison des activités de rachat d'actions qui s'étaient poursuivies jusqu'au troisième trimestre de l'exercice passé, du remboursement d'une débenture de 65,0 millions de dollars en juin 2003 et du remboursement d'obligations hypothécaires de premier rang de 7,5 millions de dollars en juillet 2003.

Situation de trésorerie et sources de financement

Au 30 septembre 2004, nous disposions de lignes de crédit totalisant 557,0 millions de dollars auprès de nos banquiers. Ces lignes de crédit sont demeurées les mêmes qu'au 31 décembre 2003 et de plus amples renseignements sont donnés à la note 7 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2004.

Nous ne devons rien en vertu de notre programme de papier commercial ou de nos lignes d'exploitation discrétionnaires au 30 septembre 2004.

Les lignes de crédit à l'exploitation bancaires de nos secteurs s'établissent comme suit :

- 42,0 millions de dollars pour les Télécommunications – avec un encours de néant au 30 septembre 2004 en regard de 4,5 millions de dollars au 31 décembre 2003.
- 15,0 millions de dollars pour les Technologies de l'information – aucun montant n'était prélevé au 30 septembre 2004 alors qu'il y avait un solde de 6,0 millions de dollars au 31 décembre 2003. Les lettres de crédit émises sur cette ligne de crédit totalisaient 6,1 millions de dollars au 30 septembre 2004 comparativement à 6,9 millions de dollars au 31 décembre 2003.

Structure du capital consolidé

<i>(en millions de dollars)</i>	30 septembre 2004		31 décembre 2003	
Actions ordinaires	1 418,6	54,4 %	1 451,6	54,7 %
Actions privilégiées	172,3	6,6 %	172,3	6,5 %
Part des actionnaires sans contrôle	4,7	0,2 %	4,1	0,1 %
Dette à long terme, y compris				
la tranche échéant à moins d'un an	990,2	37,9 %	990,1	37,3 %
Dette à court terme, y compris				
la dette bancaire et les intérêts débiteurs	24,3	0,9 %	36,1	1,4 %
	2 610,1	100,0 %	2 654,2	100,0 %

Le ratio d'endettement était de 38,8 % au 30 septembre 2004, ce qui est pratiquement identique au 31 décembre 2003 étant donné que nous avons équilibré le remboursement de la dette avec le rendement en espèces aux actionnaires.

Instruments de capitaux propres

Nous avons émis pour 1,7 million de dollars d'actions ordinaires au troisième trimestre de 2004 et 5,8 millions de dollars pour les neuf premiers mois de 2004 au moyen de notre régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires et de l'exercice d'options en vertu de notre régime d'options sur actions des employés. Des actions ont été rachetées sur le marché libre pour satisfaire aux exigences de notre régime d'épargne-actions des employés.

Dans le cadre de l'offre publique de rachat, entrée en vigueur le 6 août 2003 et terminée le 5 août 2004, nous avons acheté, de temps à autre, nos actions ordinaires au comptant par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. De plus amples renseignements sur cette offre publique de rachat sont présentés à la note 11 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2004. Au 30 septembre 2004, nous avons acheté 6 925 000 actions ordinaires aux fins d'annulation en vertu de cette offre publique de rachat pour un prix total de 214,4 millions de dollars; de ce nombre, 1 732 130 actions ordinaires ont été achetées au cours des neuf premiers mois de 2004 pour un prix total de 50,6 millions de dollars.

Compte tenu de la diminution du nombre d'actions ordinaires en circulation, le total des dividendes que nous avons versés à nos porteurs d'actions ordinaires a diminué de 1,5 million de dollars et de 1,2 million de dollars respectivement pour les trois mois et neuf mois terminés le 30 septembre 2004, par rapport aux niveaux de 2003. La diminution depuis le début de l'exercice a été compensée par le fait que le taux de dividende actuel par action a été haussé au cours du deuxième trimestre de 2003. Les dividendes versés qui ont ensuite été réinvestis dans le cadre des régimes de réinvestissement des dividendes et d'épargne-actions des employés ont totalisé 2,4 millions de dollars pour chacun des trois premiers trimestres de 2004, ce qui est conforme à l'exercice précédent.

Nous avons versé aux porteurs d'actions privilégiées des dividendes respectifs de 2,4 millions de dollars et de 7,2 millions de dollars pour le troisième trimestre et pour les neuf premiers mois de 2004, montants comparables à ceux versés en 2003.

Information sur nos actions en circulation et nos options sur actions en cours

au 22 octobre 2004

Autorisées

Nombre illimité d'actions privilégiées, pouvant être émises en série.

Nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale.

Information sur nos actions en circulation et nos options sur actions en cours *suite*

au 22 octobre 2004

Émises

	22 octobre 2004	
	Nombre d'actions	Valeur
<i>(en millions de dollars, sauf indication contraire)</i>		
Actions privilégiées de série 2	7 000 000	172,3
Actions ordinaires	132 690 169	1 043,2
		1 215,5

	22 octobre 2004	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré
<i>(en dollars)</i>		
Options en cours	2 694 856	30,60
Options exerçables	1 900 678	30,70

Entre le 1^{er} et le 22 octobre 2004, nous avons émis 582 081 actions relativement à l'acquisition de DownEast Communications.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Sommaire des flux de trésorerie liés aux activités d'investissement

	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i>						
<i>(en millions de dollars)</i>						
Achat d'investissements en immobilisations	(51,4)	(91,3)	(43,7)	(180,9)	(234,8)	(23,0)
Capitalisation des régimes de retraite	(17,4)	(9,6)	81,3	(77,2)	(30,5)	153,1
Autres activités d'investissement	3,0	11,0	(72,7)	8,3	8,1	2,5
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(65,8)	(89,9)	(26,8)	(249,8)	(257,2)	(2,9)

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement en 2004 ont diminué par rapport à 2003 en raison surtout d'un ralentissement des investissements en immobilisations résultant de l'arrêt de travail, contrebalancé en partie par une hausse de la capitalisation des régimes de retraite. Les flux de trésorerie affectés à la capitalisation des régimes de retraite se sont accrus par rapport aux périodes correspondantes de 2003 en raison d'une cotisation de retraite spéciale pour le financement du déficit de 25,0 millions de dollars au premier trimestre de 2004 et d'une augmentation de la capitalisation normale des régimes de retraite à PD en raison des besoins de capitalisation relevés dans les évaluations actuarielles du 31 décembre 2002. La plus grande part de la capitalisation de la caisse de retraite en 2003 a eu lieu au cours du quatrième trimestre de 2003 étant donné que l'évaluation actuarielle de 2002 a été achevée en septembre 2003.

INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

	Trois mois			Neuf mois		
	2004	2003	Variation en %	2004	2003	Variation en %
<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i>						
<i>(en millions de dollars)</i>						
Télécommunications	49,9	90,9	(45,1)	176,7	232,1	(23,9)
Technologies de l'information	1,5	0,2	—	4,1	1,3	215,4
Divers	—	0,2	—	0,1	1,4	(92,9)
Total de l'achat d'investissements en immobilisations	51,4	91,3	(43,7)	180,9	234,8	(23,0)

Télécommunications

La diminution de l'investissement en immobilisations de Télécommunications en regard des périodes correspondantes a été causée par l'arrêt de travail. Pendant cet arrêt de travail, les travaux sur les projets d'immobilisations ont surtout été axés sur l'investissement requis dans les activités principales pour soutenir notre réseau existant, sur la réalisation de certains progrès en ce qui a trait à l'accroissement de la couverture par nos services Internet haute vitesse et nos services numériques sans fil, sur la poursuite de notre programme prévu de remplacement des véhicules, de même que sur la reconception de l'infrastructure du centre de contact afin de soutenir l'activité de la période de la rentrée scolaire.

Technologies de l'information

L'investissement en immobilisations de Technologies de l'information au cours du troisième trimestre a été plus élevé qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, car 2004 tient compte d'un investissement renouvelé dans les outils et l'infrastructure afin de soutenir les activités.

AUTRES ARRANGEMENTS FINANCIERS

Arrangements hors bilan

Nos arrangements hors bilan comprennent la cession de créances à une fiducie de titrisation. De plus amples renseignements sur ces arrangements sont fournis dans les notes 1 et 2 afférentes à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2004.

Nous avons également signé divers contrats de location-exploitation et engagements d'achats visant du matériel et d'autres infrastructures de réseau. Les paiements futurs estimatifs sont présentés à la note 18 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2004. Ils sont sensiblement les mêmes que les montants présentés dans le rapport de gestion de l'exercice terminé le 31 décembre 2003.

Instruments financiers dérivés

Nos instruments financiers dérivés comprennent des swaps de taux d'intérêt et des options de swap de taux d'intérêt. De plus amples renseignements sur ces instruments sont présentés aux notes 1 et 17 afférentes à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2004. L'objectif et les modalités de ces instruments financiers dérivés n'ont pas changé au troisième trimestre de 2004.

Régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi et besoins de capitalisation connexes

Nous offrons certains régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Ces régimes comprennent des régimes à PD, des régimes à CD, des régimes d'épargne-retraite et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi, tels que l'assurance-vie et l'assurance soins de santé. Des précisions sur nos avantages postérieurs à l'emploi sont données dans les notes 1 et 5 afférentes à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2004.

Bien que tous les nouveaux employés participent à un régime à CD ou un régime d'épargne-retraite, bon nombre de nos employés participent toujours à l'un de nos quatre régimes à PD. Les régimes à PD requièrent que des paiements périodiques de capitalisation soient versés dans un fonds en fiducie, et ces paiements sont déterminés d'après les évaluations actuarielles des régimes que nous sommes tenus d'effectuer. En 2003, nous avons effectué les évaluations actuarielles de nos régimes de retraite à PD en date du 31 décembre 2002, et celles-ci ont permis de déterminer que le besoin en capitalisation était d'environ 64 millions de dollars par année. Des évaluations actuarielles mises à jour au 31 décembre 2003 sont à être déposées pour certains de nos régimes, comme il est exigé, et entraîneront une baisse des cotisations minimales requises pour 2004 à environ 56 millions de dollars.

La convention collective établie au cours du troisième trimestre de 2004 prévoit des améliorations de certaines caractéristiques de nos régimes de retraites et une augmentation des prestations au titre des services passés pour certains employés. Ces modifications entraînent un accroissement de 31,3 millions de dollars des obligations au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à PD. Le coût de ces modifications de régime sera amorti et constaté au cours des prochains exercices à titre d'augmentation de la charge de retraite des régimes à PD et se traduira par une hausse des besoins de capitalisation futurs. Nous estimons que l'incidence sur la charge de retraite annuelle pour les exercices futurs sera de 6,5 millions de dollars, tandis que l'augmentation au titre des cotisations annuelles est évaluée à environ 9,0 millions de dollars à compter de 2005. La convention collective stipule également que tout nouvel employé de l'unité de négociation participera à un régime de retraite à CD, ce qui est conforme à notre modèle souhaité à l'égard des prestations de retraite des employés, et entraînera la fermeture de tous nos régimes de retraite à PD à tout nouveau participant.

Le 28 octobre 2004, notre conseil d'administration a approuvé un régime d'encouragement à la retraite anticipée ainsi que certaines améliorations aux régimes de retraite des employés non syndiqués qui sont semblables à celles attribuées aux employés syndiqués dans le cadre de la convention collective. Selon nos estimations préliminaires, le régime d'encouragement à la retraite anticipée et les autres améliorations aux régimes ajouteront 60 millions de dollars à 65 millions de dollars aux obligations au titre des prestations constituées pour les régimes de retraite à PD.

Opérations entre apparentés

Dans le cours normal des affaires, nous concluons diverses opérations avec notre actionnaire majoritaire, Bell Canada, par exemple l'acquisition de services de télécommunications et d'autres services, la prestation de services de télécommunications et l'achat d'investissements. De plus, nous avons racheté à Bell Canada nos actions aux fins d'annulation proportionnellement dans le cadre de notre offre publique de rachat faite dans le cours normal des affaires. Se reporter à la note 19 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 30 septembre 2004 pour de plus amples renseignements sur nos opérations entre apparentés.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés selon les PCGR du Canada. De plus amples renseignements sur nos principales conventions comptables figurent à la note 1 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 30 septembre 2004. Les conventions et méthodes comptables, les hypothèses et estimations clés et les autres conventions comptables acceptables choisies sont conformes aux conventions comptables présentées dans les états financiers vérifiés annuels les plus récents et dans notre rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003, et à la convention comptable relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations adoptée le 1^{er} janvier 2004.

RISQUE ET GESTION DES RISQUES

Bien que la direction soit confiante quant à nos perspectives à long terme, nous sommes exposés à un certain nombre de risques dans le cours normal de nos affaires, qui pourraient avoir un effet négatif sur notre situation financière ou nos résultats d'exploitation. Une analyse détaillée de ces risques figure aux pages 37 à 40 du rapport de gestion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003 dans le rapport annuel 2003. Par rapport à celle présentée à la fin de l'exercice 2003, la présente analyse des risques englobe tous les changements importants qui ont eu lieu jusqu'à maintenant ainsi que les risques additionnels que nous avons notés depuis.

COTISATIONS AUX RÉGIMES DE RETRAITE ET AUTRES RÉGIMES D'AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

Les actifs de nos régimes à PD ont souffert du recul des marchés des actions en 2001 et en 2002. Ce phénomène, conjugué aux taux d'intérêt les plus bas jamais enregistrés, a contribué aux déficits dans nos régimes, établis selon nos évaluations actuarielles les plus récentes au 31 décembre 2002. Par suite de ces évaluations actuarielles, un besoin de capitalisation minimale de 63,7 millions de dollars a été établi pour 2003. Le total des cotisations, y compris les cotisations minimales requises, les cotisations volontaires de 55,0 millions de dollars et d'autres cotisations de régime, s'est établi à 124,7 millions de dollars en 2003.

En 2004, nous effectuons actuellement des cotisations périodiques au taux exigé pour 2003, soit environ 16 millions de dollars par trimestre. Des évaluations actuarielles mises à jour au 31 décembre 2003 sont à être déposées pour certains de nos régimes à PD, et il en résultera une diminution d'environ 8,0 millions de dollars de la cotisation minimale requise pour 2004. Une partie ou la totalité de cette réduction devrait être reflétée dans les cotisations qui seront versées au quatrième trimestre de 2004.

Nous demeurons exposés au risque d'évaluation future en général. Des évaluations actuarielles seront exigées au 31 décembre 2004 pour certains de nos régimes à PD, et les niveaux de capitalisation requis pour 2005 et par la suite changeront vraisemblablement en raison de la mise à jour de ces évaluations actuarielles. Par exemple, si le rendement des actifs des régimes, l'intérêt sur les obligations ou les résultats réels des régimes s'avèrent mieux ou pires que les prévisions, les évaluations pourraient se traduire par une hausse ou une baisse des cotisations minimales requises. En outre, les modifications de régime récentes entraîneront une augmentation des besoins de cotisation annuelle. Les améliorations aux régimes et aux prestations au titre des services passés prévues par la convention collective, les améliorations de retraite offertes aux employés non syndiqués, et la hausse des obligations au titre des prestations constituées découlant du régime d'encouragement à la retraite anticipée auront tous une incidence sur les besoins futurs de capitalisation.

Nous procéderons aussi à la réévaluation de nos projections de croissance du passif au titre des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi étant donné les changements prévisibles des données démographiques de notre effectif et du nombre de retraités découlant de l'acceptation du régime d'encouragement à la retraite anticipée au quatrième trimestre.

ACTUALITÉ EN MATIÈRE DE RÉGLEMENTATION

Un certain nombre d'instances en cours au CRTC portent sur des questions importantes pour les entreprises de services locaux titulaires (ESLT), dont Aliant Télécommunications. Ces instances comprennent la révision de la réglementation des services Voix sur Internet (VoIP), de nouvelles règles de prix planchers pour les services des ESLT dont le prix est réglementé, les coûts de certains services fournis aux concurrents, l'abstention de

réglementation pour services locaux et le mécanisme de compte de report. Un certain nombre de ces instances se sont poursuivies au cours du troisième trimestre.

Les dernières étapes de l'instance sur la réglementation des services VoIP comprenaient une consultation publique de trois jours à laquelle nous avons participé avec plusieurs autres parties intéressées. Le document public se rapportant à cette instance a été achevé à la mi-octobre avec le dépôt des commentaires formulés par les participants en quête de réponses. De concert avec d'autres représentants des ESLT, nous avons exhorté le CRTC à s'abstenir de réglementer les prix pour les services VoIP et à permettre à tous les fournisseurs de services VoIP de se livrer concurrence pour les clients selon les mêmes règles. Il y a un risque que le CRTC aille à l'encontre de la position présentée dans la demande et crée un environnement dans lequel nous serions assujettis à une réglementation des prix alors que les concurrents ne le seraient pas. Cela nuirait à notre potentiel de revenus futurs provenant des services VoIP.

De nombreuses instances relatives aux prix que nous facturons aux concurrents pour certains services fournis sont actuellement en cours. Au cours du trimestre, certains concurrents ont demandé que le CRTC prolonge la liste des services pour lesquels ils reçoivent un prix préférentiel pour y inclure certains services intercircrcriptions dans notre territoire d'exploitation. Nous avons répondu à ces requêtes en faisant la démonstration au CRTC qu'un tel traitement est inapproprié et non conforme à l'objectif d'établir une concurrence fondée sur les installations. Il y a un risque que le CRTC approuve la demande des concurrents, en totalité ou en partie, ce qui pourrait avoir une incidence défavorable sur nous, y compris de réduire les produits d'exploitation que nous tirons des concurrents.

En plus de notre demande d'abstention présentée en avril 2004 pour le service téléphonique résidentiel local dans certaines régions de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard, nous avons aussi demandé une exemption immédiate à l'égard de certaines décisions passées du CRTC. Nous avons présenté les demandes suivantes pour les clients de certains secteurs concurrentiels :

- la suspension de l'interdiction sur les offres promotionnelles à la clientèle des services locaux, et sur l'exonération des frais de service pour les clients qui choisissent de revenir avec nous pour le service local;
- le retrait de la restriction qui nous impose un délai de douze mois avant de pouvoir communiquer avec les clients qui ont annulé le service local obtenu auprès de nous afin de les inviter à faire à nouveau affaire avec nous;
- la réaffirmation de notre capacité de déposer des requêtes concernant des offres promotionnelles spéciales en toute confidentialité auprès du CRTC; de sorte qu'il soit possible de lancer nos offres sans que les concurrents ne soient mis au courant à l'avance.

Dans une décision rendue en août 2004, le CRTC a rejeté notre demande d'une instance immédiate distincte et a indiqué que notre requête visant la levée des restrictions énumérées ci-dessus sera étudiée au cours d'une instance où notre demande d'abstention pour les services locaux sera également prise en considération. Comme il est indiqué dans le plan de travail triennal du CRTC pour les exercices 2004 à 2007, le CRTC prévoit se pencher sur la demande d'abstention pour les services locaux au cours de la période comprise entre avril 2005 et mars 2006. Si le CRTC rejette la demande, nous prévoyons que la dégradation de notre part de marché se poursuivra étant donné que notre capacité de concurrencer et le choix des clients continueront d'être entravés.

Plus tôt cette année, le CRTC a rendu sa décision sur certains points qui influent sur le montant de notre compte de report. Le Conseil a approuvé nos propositions quant à certains calculs et rejeté d'autres calculs proposés. Nous avons déposé une demande révisée à l'égard d'un des points rejetés par le CRTC. Il y a un risque que le Conseil ne revienne pas sur sa décision. Pour des renseignements additionnels sur le mécanisme de compte de report et sur les incidences potentielles d'une décision défavorable, se reporter à la note 21 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 septembre 2004.

Les décisions futures du CRTC pourraient avoir une forte incidence sur notre capacité à livrer concurrence et influencer sur notre rendement financier. Nous participons pleinement à ces démarches du CRTC en fournissant des éléments probants, des renseignements et des arguments afin de défendre énergiquement notre position et en présentant des solutions qui favorisent une concurrence économiquement saine et qui procureront avantages et choix aux clients.

ACTUALITÉ EN MATIÈRE DE CONCURRENCE

L'évolution du marché des télécommunications se poursuit à un rythme toujours grandissant. Cette évolution est alimentée par la venue de nouveaux fournisseurs, soit au moyen de fusions ou de coentreprises avec des grossistes et des détaillants associés, ainsi que par la conception et le déploiement de nouvelles solutions orientées sur les services IP. Les fournisseurs se livrent tous concurrence pour gagner la clientèle en présentant des offres de services multiples dans tous les secteurs afin de tenter de préserver les produits d'exploitation existants et tout en assurant la croissance future.

Dans tout le Canada atlantique, la concurrence pour les services locaux s'intensifie autant sur le marché résidentiel que commercial. En particulier, un nombre grandissant de fournisseurs concurrents qui ont recours aux solutions VoIP deviendront actifs d'ici la fin de 2004 et par la suite. La concurrence ne cesse de croître à l'égard des services sans fil qui mettent de plus en plus l'accent sur les fonctions améliorées de la technologie du sans fils, comme les images, les jeux, les données et la messagerie. Tout au long du troisième trimestre, l'accent a été mis énergiquement sur les offres de lancement portant sur le temps d'antenne, les nouveaux appareils et la tarification des appareils. La concurrence s'intensifie également pour les services Internet alors que les fournisseurs continuent de se concentrer sur la vitesse d'accès et sur les offres de services à valeur ajoutée comme composante principale de l'évolution de leurs produits. Étant donné les efforts déployés par nos concurrents pour améliorer leurs produits d'exploitation, nous pouvons nous attendre à une pression accrue sur nos produits d'exploitation. Nous continuerons d'améliorer notre position sur le marché en présentant de nouvelles offres de produits et de services, en étendant notre couverture et en misant sur les avantages des forfaits valeurs et des offres promotionnelles pour créer une proposition de valeur attrayante pour les clients actuels et potentiels.

Nous avons établi des stratégies à long terme axées sur la poursuite de notre évolution et de notre croissance, prenant en considération les changements connus et prévus. L'évolution constante de notre marché concurrentiel représente un risque pour nos stratégies, nos produits d'exploitation et notre bénéfice net. Afin de nous assurer que les facteurs concurrentiels n'exercent qu'une incidence négligeable sur nos activités, nous suivons de près l'évolution du secteur et de la concurrence et apportons les modifications nécessaires à nos stratégies.

AUTRES QUESTIONS JURIDIQUES ET RÉGLEMENTAIRES

Au cours du troisième trimestre, une action a été déposée en Saskatchewan contre plusieurs fournisseurs canadiens de services cellulaires et sans fil, y compris Télécommunications Aliant Inc. Cette action est présentée par de nombreux clients présumés ou anciens clients des défendeurs, qui cherchent à obtenir la permission du tribunal de procéder au moyen d'un recours collectif en vertu de la *Saskatchewan Class Action Act*. Il n'est pas établi pour le moment si la procédure sera reconnue officiellement comme recours collectif. Bien que nous considérions pouvoir présenter une défense solide à l'égard de cette réclamation, le dénouement de cette affaire ne peut être déterminé pour le moment. Une analyse des éventualités importantes en cours est présentée à la note 21 afférente à nos états financiers consolidés intermédiaires pour la période terminée le 30 septembre 2004.

Se reporter également, sous à la rubrique «Risques et gestion des risques», à la section qui porte sur l'actualité en matière de réglementation et qui décrit certaines mesures et démarches réglementaires qui pourraient avoir une incidence sur le secteur Télécommunications.

INFORMATION FINANCIÈRE SUPPLÉMENTAIRE

INFORMATION FINANCIÈRE TRIMESTRIELLE CONSOLIDÉE (non vérifié)

Pour les huit trimestres terminés le 30 septembre 2004

	2002		2003				2004		
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	
(en millions de dollars, sauf les montants par action)									
Total des produits d'exploitation	511,4	500,9	517,3	513,9	527,0	504,4	525,6	497,2	
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	2,2	37,5	61,3	50,7	45,4	40,7	50,1	37,0	
Bénéfice net (perte nette) lié(e)									
aux activités abandonnées	(6,7)	1,4	9,3	0,2	100,4	—	—	—	
Bénéfice net (perte nette)	(4,5)	38,9	70,6	50,9	145,8	40,7	50,1	37,0	
Dividendes sur actions privilégiées	2,4	2,4	2,4	2,3	2,4	2,4	2,4	2,4	
Bénéfice net (perte nette) attribuable									
aux actions ordinaires	(6,9)	36,5	68,2	48,6	143,4	38,3	47,7	34,6	
Résultat de base par action ordinaire :									
Activités poursuivies	—	0,25	0,42	0,35	0,32	0,29	0,36	0,26	
Activités abandonnées	(0,05)	0,01	0,07	—	0,75	—	—	—	
Résultat de base par action ordinaire	(0,05)	0,26	0,49	0,35	1,07	0,29	0,36	0,26	
Résultat dilué par action ordinaire :									
Activités poursuivies	—	0,25	0,42	0,35	0,32	0,29	0,36	0,26	
Activités abandonnées	(0,05)	0,01	0,07	—	0,74	—	—	—	
Résultat dilué par action ordinaire	(0,05)	0,26	0,49	0,35	1,06	0,29	0,36	0,26	

Facteurs ayant une incidence sur la comparabilité des résultats trimestriels

Arrêt de travail

Un arrêt de travail a eu lieu entre le 23 avril 2004 et le 20 septembre 2004, alors que nous négocions une nouvelle convention collective avec près de 4 300 de nos employés représentés par le CATU. Durant l'arrêt de travail, nos produits d'exploitation et nos charges d'exploitation ont été touchés défavorablement, comme indiqué à la rubrique «Arrêt de travail».

Dessaînement

Le secteur Technologies de l'information s'est dessaîné du centre d'assistance Internet et de l'unité d'exploitation de l'Ouest respectivement le 1^{er} juin 2004 et le 31 juillet 2004, mettant effectivement fin aux produits d'exploitation externes et aux charges connexes tirées de ces composantes.

Tendances

Les produits d'exploitation du secteur Télécommunications ont généralement grimpé en glissement trimestriel en raison d'une importante croissance des services sans fil et des services Internet, qui a été neutralisée en partie par une baisse des produits tirés des services locaux et interurbains par suite d'une concurrence accrue, de la réglementation du CRTC et de progrès technologiques.

Avant 2004, les produits d'exploitation tirés des Technologies de l'information avaient régressé, les clients ayant réduit leurs dépenses en matière de TI par suite de la conjoncture économique et du ralentissement des dépenses gouvernementales. Un programme de restructuration a été instauré au cours du premier semestre de 2003, lequel a simplifié le modèle de gestion et s'est traduit par une amélioration de la productivité et de la rentabilité du secteur Technologies de l'information en 2004.

Caractère saisonnier des résultats

Les produits et les charges d'exploitation du secteur Télécommunications sont soumis à des fluctuations saisonnières en ce qui concerne la constatation de la majeure partie de nos produits d'exploitation liés aux annuaires et des coûts connexes, étant donné que plusieurs de nos annuaires volumineux sont publiés au cours du deuxième trimestre. En outre, le moment où ont lieu les ventes de produits, qui sont généralement de nature élevée et sporadique, peut influencer sur la comparabilité des résultats trimestriels.

Pour les solutions matérielles de Technologies de l'information, le premier trimestre de l'exercice affiche généralement les meilleurs résultats en raison des dépenses de fin d'exercice des gouvernements, même si cette incidence s'est quelque peu amoindrie ces dernières années. Les produits d'exploitation tirés des services sont fondés sur les contrats et fluctuent selon la taille et le nombre des contrats en cours. En général, les résultats du troisième trimestre sont moins bons du fait de la période de vacances des clients.

Charge liée aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

La charge liée aux régimes de retraites et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi peut varier en glissement trimestriel selon l'évolution des hypothèses, les résultats d'évaluations des régimes de retraite, les modifications apportées aux régimes de retraite et d'autres facteurs.

ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS (non vérifié)

Incidence de la charge liée aux régimes de retraite et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Pour les huit trimestres terminés le 30 septembre 2004

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2002	2003				2004		
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Diminution des éléments suivants :								
Bénéfice net lié								
aux activités poursuivies	(3,4)	(9,1)	(8,9)	(10,4)	(9,9)	(13,4)	(12,1)	(10,7)
Résultat par action lié								
aux activités poursuivies	(0,02)	(0,07)	(0,06)	(0,08)	(0,07)	(0,10)	(0,09)	(0,08)

Autres facteurs

Le bénéfice net et le résultat par action peuvent fluctuer en glissement trimestriel en raison d'éléments hors du cours normal des affaires, par exemple, les dépréciations de l'écart d'acquisition et les gains et les pertes à la cession de placements.

ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS (non vérifié)

Incidence des éléments hors du cours normal des affaires

Pour les huit trimestres terminés le 30 septembre 2004

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	2002	2003			2004			
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Incidence sur le bénéfice net								
Augmentation (diminution) du bénéfice net lié aux activités poursuivies								
Imputation de restructuration, déduction faite des impôts	—	—	—	(9,3)	0,6	(1,9)	(0,9)	(0,4)
Dépréciation des placements, déduction faite des impôts	—	—	—	—	(12,3)	—	—	—
Dépréciation de l'écart d'acquisition lié à xwave, déduction faite des impôts	(50,0)	—	—	—	—	—	—	—
	(50,0)	—	—	(9,3)	(11,7)	(1,9)	(0,9)	(0,4)
Augmentation (diminution) du bénéfice net lié aux activités abandonnées :								
Gain (perte) à la vente d'une filiale, déduction faite des impôts	—	—	10,9	(2,0)	95,7	—	—	—
	—	—	10,9	(2,0)	95,7	—	—	—
Augmentation (diminution) du bénéfice net	(50,0)	—	10,9	(11,3)	84,0	(1,9)	(0,9)	(0,4)
Incidence sur le résultat par action								
Augmentation (diminution) des éléments suivants :								
Résultat par action lié aux activités poursuivies	(0,36)	—	—	(0,06)	(0,09)	(0,01)	(0,01)	—
Résultat par action lié aux activités abandonnées	—	—	0,08	(0,01)	0,71	—	—	—
Résultat par action	(0,36)	—	0,08	(0,07)	0,62	(0,01)	(0,01)	—

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le présent rapport de gestion contient des déclarations prospectives qui ont trait à notre situation financière future et à nos résultats d'exploitation futurs. Ces déclarations sont fondées sur les prévisions et les estimations actuelles quant aux marchés sur lesquels nous œuvrons et sur les opinions et les hypothèses de la direction relatives à ces marchés. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être indiquées par des termes, tels que «prévoit», «croit», «pourrait», «s'attend à», «planifie», «cherche», «peut», «entend», «fera», et d'autres expressions similaires. Ces déclarations sont assujetties à des risques et des incertitudes importants qui sont difficilement prévisibles et à des hypothèses qui peuvent se révéler inexactes. Certains des facteurs pouvant amener les résultats ou les événements à différer de manière importante des prévisions actuelles comprennent, sans pour autant s'y limiter, la conjoncture économique générale, les conditions du marché ou du contexte d'affaires, la concurrence accrue, les modifications des règles ou des exigences réglementaires, les changements technologiques, la mesure dans laquelle le régime d'encouragement à la retraite anticipée sera accepté et le succès des mesures pour accroître la productivité. Certains de ces facteurs échappent à notre contrôle. Si l'un de ces facteurs avait une incidence imprévue sur nous, ou si les hypothèses sous-jacentes aux déclarations prospectives se révélaient inexactes, les prévisions quant aux résultats ou aux événements contenus dans le rapport de gestion pourraient différer considérablement des résultats ou des événements réels. Par conséquent, toute déclaration prospective contenue dans le présent document et les documents dont il est fait référence dans le présent document est faite sous réserve de la présente mise en garde, et rien ne garantit que ni les résultats ni les faits prévus par nous se réaliseront ou, même s'ils se réalisent en quasi-totalité, qu'ils auront les conséquences prévues. Le lecteur ne doit pas se fier indûment à toute déclaration prospective. De plus, nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser l'une ou l'autre de ces déclarations, que ce soit par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

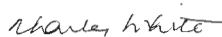
États financiers (non vérifié)

BILANS CONSOLIDÉS

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 30 septembre 2004	Au 31 décembre 2003
Actif			
Actif à court terme			
Espèces et quasi-espèces	19	406 594	365 330
Débiteurs	2, 19	275 098	320 740
Stocks		17 713	21 177
Charges payées d'avance		28 355	21 034
Impôts à recevoir		44 705	23 423
		772 465	751 704
Investissements en immobilisations	3	1 894 618	2 013 522
Autres actifs			
Charges reportées		95 648	92 932
Actif d'impôts futurs	4	4 821	12 891
Actif au titre des prestations constituées	5	176 277	163 440
Écart d'acquisition	6	31 804	31 804
		308 550	301 067
Total de l'actif		2 975 633	3 066 293
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Effets à payer et avances bancaires	7	—	17 827
Créditeurs et charges à payer	8, 19	192 292	238 332
Impôts à payer		15 687	18 806
Passif d'impôts futurs	4	2 716	3 797
Dette à long terme échéant à moins d'un an	9	101 578	101 535
		312 273	380 297
Dette à long terme	9	888 643	888 524
Passif au titre des prestations constituées	5	167 481	159 156
Produits comptabilisés d'avance	19	11 694	10 337
		1 380 091	1 438 314
Part des actionnaires sans contrôle	10	4 679	4 051
Capitaux propres			
Capital social	11	1 200 472	1 208 062
Surplus d'apport	11	90	—
Bénéfices non répartis		390 301	415 866
		1 590 863	1 623 928
Total du passif et des capitaux propres		2 975 633	3 066 293

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration



Charles White
Président du conseil d'administration



Edward Reevey
Administrateur

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

Pour les périodes terminées les 30 septembre

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Notes	Trois mois		Neuf mois	
		2004	2003	2004	2003
Produits d'exploitation	12	497 189	513 888	1 527 215	1 532 054
Charges					
Coût des produits d'exploitation		65 638	71 049	209 315	219 053
Charges d'exploitation		259 125	227 015	764 394	694 340
Amortissement		98 570	98 313	298 078	294 885
Imputation de restructuration	8	642	15 500	5 198	15 500
		423 975	411 877	1 276 985	1 223 778
Bénéfice d'exploitation		73 214	102 011	250 230	308 276
Autres produits (charges)	13	(2 861)	2 074	2 255	1 582
Intérêts débiteurs					
Intérêt sur la dette à long terme		19 619	20 189	57 243	61 556
Autres intérêts		146	252	329	769
		19 765	20 441	57 572	62 325
Bénéfice avant les éléments présentés ci-dessous		50 588	83 644	194 913	247 533
Impôts sur les bénéfices	4	13 196	32 621	65 947	97 907
Bénéfice avant part des actionnaires sans contrôle		37 392	51 023	128 966	149 626
Part des actionnaires sans contrôle		405	309	1 211	188
Bénéfice net lié aux activités poursuivies		36 987	50 714	127 755	149 438
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	14	—	218	—	10 948
Bénéfice net		36 987	50 932	127 755	160 386
Résultat par action ordinaire	15				
Résultat de base lié aux activités poursuivies		0,26	0,35	0,91	1,03
Résultat de base lié aux activités abandonnées		—	—	—	0,08
Résultat de base		0,26	0,35	0,91	1,11
Résultat dilué lié aux activités poursuivies		0,26	0,35	0,91	1,03
Résultat dilué lié aux activités abandonnées		—	—	—	0,08
Résultat dilué		0,26	0,35	0,91	1,11

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

Pour les périodes de neuf mois terminées les 30 septembre

(en milliers de dollars)	Note	2004	2003
Bénéfices non répartis au début de la période		415 866	354 080
Bénéfice net		127 755	160 386
Dividendes sur actions privilégiées		(7 153)	(7 153)
Dividendes sur actions ordinaires – payés au comptant		(105 316)	(106 721)
Dividendes sur actions ordinaires – réinvestis par l'intermédiaire du régime de réinvestissement des dividendes		(4 146)	(3 913)
Excédent du rachat d'actions ordinaires sur la valeur déclarée	11	(36 705)	(22 186)
Bénéfices non répartis à la fin de la période		390 301	374 493

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Pour les périodes terminées les 30 septembre

(en milliers de dollars)	Notes	Trois mois		Neuf mois	
		2004	2003	2004	2003
Espèces et quasi-espèces liées aux activités d'exploitation					
Bénéfice net lié aux activités poursuivies		36 987	50 714	127 755	149 438
Commissions et subventions reportées		(12 496)	(9 160)	(34 875)	(24 449)
Ajouter (déduire) les éléments hors caisse :					
Amortissement		98 570	98 313	298 078	294 885
Amortissement des commissions et subventions reportées		10 957	8 187	31 181	23 783
Impôts futurs		(3 712)	(15 477)	(1 193)	(45 159)
Coûts des avantages postérieurs à l'emploi		14 250	14 011	47 727	37 331
Part des actionnaires sans contrôle		405	309	1 211	188
Autres éléments hors caisse		(1 229)	(433)	(1 604)	(135)
		143 732	146 464	468 280	435 882
Variation du fonds de roulement hors caisse		70 671	42 953	1 977	132 028
		214 403	189 417	470 257	567 910
Espèces et quasi-espèces liées aux activités de financement					
Rachat des débiteurs	2	—	—	(5 000)	(5 000)
Recouvrement d'un débiteur reporté		—	—	4 874	4 726
Produit net (remboursement) des effets à payer et des avances bancaires		(4 383)	22 584	(17 827)	(21 940)
Émission (remboursement) de titres d'emprunt à long terme		35	(9 244)	(65)	(75 570)
Augmentation (diminution) des obligations au titre des contrats de location-acquisition		(424)	(73)	227	1 589
Augmentation (diminution) de la part des actionnaires sans contrôle		—	212	(583)	351
Rachat d'actions ordinaires		(6 656)	(77 585)	(48 380)	(110 311)
Dividendes sur actions privilégiées		(2 384)	(2 384)	(7 153)	(7 153)
Dividendes sur actions ordinaires		(34 930)	(36 521)	(105 316)	(106 721)
		(48,742)	(103,011)	(179 223)	(320 029)
Espèces et quasi-espèces liées aux activités d'investissement					
Achat d'investissements en immobilisations		(51 438)	(91 352)	(180 934)	(234 821)
Produit de la vente d'investissements en immobilisations		2 529	857	3 298	3 338
Augmentation des placements		—	14	—	—
Capitalisation des régimes de retraite		(17 406)	(9 607)	(77 239)	(30 495)
Diminution des charges et produits comptabilisés d'avance		555	10 201	5 105	4 824
		(65 760)	(89 887)	(249 770)	(257 154)
Espèces et quasi-espèces liées					
aux activités poursuivies		99 901	(3 481)	41 264	(9 273)
Espèces et quasi-espèces liées					
aux activités abandonnées	14	—	(7 861)	—	10 578
Espèces et quasi-espèces au début de la période		306 693	190 859	365 330	178 212
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période		406 594	179 517	406 594	179 517
Information supplémentaire					
Intérêts versés		13 015	14 325	52 110	57 771
Impôts sur les bénéfices payés		(10 700)	77 546	80 112	83 774

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes complémentaires *(non vérifié)*

1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les conventions et méthodes comptables utilisées aux fins de la présentation des états financiers intermédiaires sont conformes à celles en vigueur pour la présentation des plus récents états financiers vérifiés annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003, sauf comme expliqué à la section sur les obligations liées à la mise hors service des immobilisations. Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers vérifiés de la société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003. Le conseil d'administration d'Aliant Inc. a autorisé la publication de ces états financiers intermédiaires non vérifiés le 28 octobre 2004.

Les principales conventions comptables suivies pour élaborer nos états financiers intermédiaires non vérifiés sont présentées ci-après :

États financiers consolidés

Nous avons préparé les états financiers consolidés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada).

Nous consolidons les états financiers de toutes les sociétés que nous contrôlons. Nous consolidons proportionnellement notre part des états financiers de notre coentreprise. Au 30 septembre 2004, nos principales filiales incluent Télécommunications Aliant Inc., Innovatia Inc., Technologies de l'information Aliant Inc. et Xwave Solutions Inc. Notre coentreprise est Aliant ActiMedia.

Utilisation des estimations comptables

La préparation des états financiers selon les PCGR du Canada nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actifs et de passifs constatés et les informations présentées sur les actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants de produits et de charges constatés au cours des périodes visées. Les résultats réels pourraient différer des estimations utilisées dans les présents états financiers.

Constataion des produits

Les produits d'exploitation sont constatés à mesure qu'ils sont obtenus, plus précisément quand les services sont fournis, quand les produits sont livrés aux clients, quand il existe des preuves persuasives d'une entente, quand les montants sont fixes ou qu'ils peuvent être déterminés et quand le recouvrement est raisonnablement assuré.

Dans le cas des opérations faisant intervenir divers produits ou services, les produits d'exploitation sont répartis d'après la juste valeur relative. Les produits d'exploitation sont constatés pour chaque produit ou service au moment de la livraison ou de la prestation à condition que le produit ou le service ait une valeur intrinsèque et qu'il existe des preuves fiables de la juste valeur des éléments non livrés.

En ce qui a trait aux ententes en vertu desquelles des sous-traitants exécutent des services pour des clients, les produits sont constatés d'après les montants facturés aux clients si nous agissons comme partie principale de l'entente. Si nous agissons comme sous-traitant, nous constatons le montant net à titre de produits lorsque le service est exécuté.

Nous reportons les paiements reçus à l'avance jusqu'à ce que le service soit fourni ou que le produit soit livré aux clients.

Dans le cas des contrats de service à prix fixe, nous constatons les produits selon l'avancement estimatif des services fournis, qui correspond à la quantité de travail accompli. La direction estime le degré d'avancement d'après le travail exécuté en fonction des points de repère des contrats. S'il est déterminé pendant la durée du contrat qu'une perte sera subie, une provision pour la perte estimative est immédiatement constatée.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

Espèces et quasi-espèces

Les espèces et quasi-espèces comprennent l'encaisse, les soldes bancaires, les placements dans des instruments du marché monétaire dont l'échéance initiale est de moins de 90 jours, et les effets à recevoir de Bell Canada dont l'échéance est de 30 jours (comme décrit à la note 19), tous étant facilement convertibles en espèces et exposés à un risque de changement de juste valeur négligeable.

Cession de créances

Nous vendons, en vertu d'une convention de vente et d'achat, certaines créances à une fiducie de titrisation. Nous comptabilisons la vente lorsque nous cédon les créances et que nous percevons un produit de la fiducie. Les pertes ou les gains sur ces opérations ainsi que les frais de gestion de programmes sont constatés à titre d'autres produits ou charges. Le gain ou la perte calculé dépend en partie de la valeur comptable des créances cédées, qui est répartie entre les créances vendues et les droits conservés en fonction de leur juste valeur relative à la date de l'opération. Nous déterminons la juste valeur des créances cédées d'après la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus futurs au moyen des meilleures estimations faites par la direction d'hypothèses clés, comme les taux d'actualisation, la durée de vie moyenne pondérée des créances et les coefficients de pertes sur créances.

Stocks

Nous évaluons les stocks au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Impôts sur les bénéfices

Nous utilisons la méthode axée sur le bilan pour comptabiliser les impôts sur les bénéfices. Selon cette méthode, les impôts sur les bénéfices reflètent les incidences fiscales futures prévues des écarts temporaires entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et des passifs. Par conséquent, un actif ou un passif d'impôts futurs est déterminé pour chaque écart temporaire en fonction des taux d'imposition qui devraient être en vigueur ou pratiquement en vigueur en vertu des lois au moment où les produits et les charges sous-jacents devraient être matérialisés. L'effet d'une modification des taux d'imposition sur les actifs et les passifs d'impôts futurs est constaté dans les résultats de la période où la modification est pratiquement en vigueur. Une provision pour dépréciation est enregistrée pour ramener les actifs d'impôts futurs au montant qui sera vraisemblablement matérialisé.

Investissements en immobilisations

Les investissements en immobilisations sont comptabilisés au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée de vie utile des immobilisations, comme présenté dans le tableau ci-dessous.

Investissement	Durée
Bâtiments et tours	10 à 40 ans
Installations et matériel de télécommunications	4 à 40 ans
Logiciels d'application et autre matériel	3 à 15 ans

Nous capitalisons les coûts, les frais de main-d'œuvre et les frais généraux liés à nos productions immobilisées, classés dans les installations en cours de construction. Les installations en cours de construction qui ne sont pas encore opérationnelles ne sont pas amorties. Leur amortissement débutera une fois qu'elles deviendront opérationnelles.

Les gains ou les pertes à la cession des immobilisations identifiables sont inclus dans les autres produits (charges) de la période où ils se produisent.

Charges reportées

Les charges reportées comprennent surtout :

- les frais d'émission de titres d'emprunt, qui sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de la dette connexe;
- les commissions versées aux détaillants de téléphones cellulaires et les subventions d'équipement, qui sont amorties sur la durée des contrats des clients;
- les commissions pour les services Internet, qui sont amorties sur une durée définie de la relation avec les clients;
- les droits conservés dans les créances cédées à une fiducie de titrisation, comme décrit à la note 2.

1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES *(suite)*

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'excédent, aux dates d'acquisition, du coût sur la juste valeur des montants nets attribués à chaque actif acquis et à chaque passif pris en charge. Nous réévaluons annuellement l'écart d'acquisition de toutes nos unités d'exploitation afin de nous assurer que sa juste valeur demeure supérieure ou égale à sa valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est imputée aux résultats au cours de la période où l'évaluation est effectuée.

Instruments financiers dérivés

Nous utilisons régulièrement des instruments financiers dérivés dans la gestion de nos risques de change et de taux d'intérêt. Nous n'utilisons pas d'instruments financiers dérivés à des fins de négociation ou de spéculation.

Nous documentons en bonne et due forme toutes les relations entre les instruments de couverture et les éléments couverts ainsi que l'objectif en matière de gestion de risques et la stratégie adoptée pour effectuer diverses opérations de couverture. Le processus consiste à rattacher tous les instruments dérivés à des actifs et à des passifs précis figurant au bilan ou à des engagements fermes précis ou à des opérations prévues particulières. Nous estimons aussi, de façon méthodique, à la fois à la mise en place de la couverture et par la suite, si les instruments dérivés qui sont utilisés dans les opérations de couverture sont très efficaces pour contrebalancer les variations des justes valeurs ou des flux de trésorerie des éléments couverts.

Les gains ou les pertes matérialisés et non matérialisés rattachés aux instruments dérivés qui ont pris fin ou qui ont cessé d'être efficaces avant l'échéance sont reportés dans les autres actifs ou passifs à court terme ou à long terme au bilan et constatés dans les résultats de la période au cours de laquelle l'opération couverte sous-jacente est constatée. Si un élément couvert désigné est vendu, est éteint ou vient à échéance avant que l'instrument dérivé connexe ne prenne fin, tout gain ou toute perte matérialisé ou non matérialisé sur cet instrument dérivé est constaté dans les résultats.

Politiques à l'égard de divers instruments dérivés :

Nous avons recours à des contrats de swap de taux d'intérêt et à des options de swap de taux d'intérêt dans le cadre de notre programme de gestion de combinaison des taux d'intérêt fixe et variable de l'ensemble de nos dettes et du coût d'emprunt global correspondant.

- Les contrats de swap de taux d'intérêt donnent lieu à l'échange périodique de paiements d'intérêts sans échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont fondés, et ils sont comptabilisés à titre de rajustement des intérêts débiteurs sur l'instrument d'emprunt couvert. Le montant à payer à des contreparties ou à recevoir d'elles est pris en compte à titre de rajustement des intérêts courus.
- Si l'option de swap de taux d'intérêt est exercée, elle nous amènera à conclure un swap de taux d'intérêt, qui sera comptabilisé comme il est décrit ci-dessus. Avant l'exercice de l'option de swap, les primes que nous recevons sont amorties à titre de rajustement des intérêts débiteurs au cours de la période à compter de la réception de la prime jusqu'à l'échéance de la dette sous-jacente.

Avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons certains régimes de retraite et avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles, dont des régimes de retraite contributifs à cotisations déterminées (CD), des régimes de retraite à prestations déterminées (PD), des régimes d'épargne-retraite ainsi que d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi tels que des régimes d'assurance-vie et de soins de santé.

Nous constatons nos obligations en vertu des régimes d'avantages sociaux et les coûts connexes, qui, dans le cas des régimes de retraite à PD, sont présentés déduction faite de la juste valeur des actifs des régimes. Nous avons adopté les conventions suivantes pour nos régimes de retraite à PD et nos autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi :

- Le coût des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi gagnés par les employés est établi par calculs actuariels selon :
 - la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service;
 - les hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, les augmentations salariales, l'âge de départ à la retraite des employés et les coûts prévus des soins de santé;

1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES *(suite)*

- les taux d'actualisation des régimes d'avantages sociaux qui sont choisis en fonction des taux d'intérêt courants de la dette à long terme de sociétés émettrices de qualité élevée. Le taux de rendement à long terme prévu des actifs des régimes est fondé sur une fourchette médiane des prévisions à long terme des rendements sur le marché financier, compte tenu de la composition des actifs selon notre politique.
- Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à une valeur axée sur la valeur marchande, le rendement des placements (les gains et les pertes) en sus du rendement prévu étant constaté dans la valeur de l'actif sur une période de trois ans.
- Le coût des services passés découlant des modifications aux régimes est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs à la date des modifications. Cette durée représente la période au cours de laquelle nous prévoyons tirer profit des modifications.
- Nous utilisons la méthode du couloir pour constater les gains et les pertes actuariels dans les bénéfices. Cette méthode consiste à déduire 10 % de l'obligation au titre des prestations, ou 10 % de la valeur liée au marché des actifs des régimes, si ce dernier montant est plus élevé, des gains actuariels nets ou des pertes actuarielles nettes non amortis. L'excédent est ensuite amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs, soit 14 ans au 30 septembre 2004 (13 ans au 31 décembre 2003).
- Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement.

Une évaluation est effectuée au moins une fois tous les trois ans afin de déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées et des avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite. La dernière évaluation est datée du 23 septembre 2003 et a été effectuée au 31 décembre 2002. La prochaine évaluation actuarielle requise sera datée du 31 décembre 2004 et sera terminée en 2005.

Nous sommes responsables de la capitalisation adéquate de nos régimes de retraite à PD qui sont enregistrés en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et réglementés par le Bureau du surintendant des institutions financières. Les cotisations requises aux termes des régimes enregistrés sont versées dans un fonds en fiducie qui sert à payer les prestations en vertu des régimes. Ces cotisations sont déterminées d'après les évaluations actuarielles et reflètent les hypothèses actuarielles à l'égard des rendements futurs des placements, des projections salariales et des prestations au titre des services futurs.

Nous avons aussi des régimes de retraite à PD pour les membres de la direction qui ne sont pas des régimes de retraite agréés. Nous capitalisons les régimes de retraite non agréés directement lorsque les prestations en vertu de ces régimes sont versées aux retraités.

Résultat par action ordinaire

Le résultat par action ordinaire est fondé sur le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et en fonction du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires et d'équivalents dilutifs en actions ordinaires.

Plan de rémunération à base d'actions

Nous avons un plan de rémunération à base d'actions pour les dirigeants et certains cadres supérieurs, qui est décrit à la note 16. Pour les attributions à base d'actions consenties après le 1^{er} janvier 2003, nous enregistrons une charge de rémunération à l'émission d'options sur actions aux employés, calculée selon la méthode de la juste valeur. La charge de rémunération commence à être comptabilisée lorsque des options sur actions sont émises, jusqu'à constatation complète et uniforme sur la période d'acquisition, qui est de trois ans. La charge à amortir sur la période d'acquisition est calculée selon le modèle d'évaluation de Black et Scholes.

Conformément à la norme comptable de l'ICCA relative aux rémunérations et aux autres paiements à base d'actions, nous n'inscrivons pas de charge de rémunération à l'émission d'options sur actions aux employés en vertu de notre propre régime d'options sur actions pour les attributions antérieures au 1^{er} janvier 2003. Toutefois, comme la norme l'exige, nous présentons de l'information pro forma relativement au bénéfice net et au résultat par action en utilisant la méthode de la juste valeur pour les attributions à base d'actions. L'information pro forma est présentée à la note 15.

Une charge de rémunération est également comptabilisée pour nos cotisations au régime d'épargne-actions des employés.

1 PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES *(suite)*

Obligation liée à la mise hors service d'immobilisations

En date du 1^{er} janvier 2004, nous avons adopté rétroactivement le chapitre 3110 du Manuel de l'ICCA, «Obligations liées à la mise hors service des immobilisations». Le chapitre fournit des directives en matière de constatation, de mesure et de présentation d'information des passifs se rapportant aux obligations juridiques liées à la mise hors service d'immobilisations. Ces obligations sont initialement mesurées à la juste valeur et comptabilisées dans l'exercice au cours duquel elles sont nées et lorsqu'il est possible de faire une estimation raisonnable de la juste valeur. La juste valeur correspond au montant pour lequel le passif pourrait être réglé dans une opération courante. L'estimation initiale de la juste valeur est assujettie à des redressements subséquents pour tenir compte de l'écoulement du temps et de toute révision de l'échéancier ou du montant des flux de trésorerie non actualisés par rapport à l'estimation originale. Le coût de mise hors service d'une immobilisation est capitalisé comme partie de la valeur comptable de l'immobilisation en question et imputé aux résultats sur la durée de vie utile de l'immobilisation. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence importante sur notre situation financière, nos résultats d'exploitation et nos flux de trésorerie.

2 CESSIION DE CRÉANCES

Le 13 décembre 2001, nous avons signé une convention de vente et d'achat renouvelable de cinq ans en vue de vendre jusqu'à 150,0 millions de dollars d'une participation dans un groupe de comptes clients de notre filiale, Télécommunications Aliant Inc., à une fiducie de titrisation. En mars 2004, le programme a été modifié et la facilité disponible a été ramenée à 125,0 millions de dollars. Au 30 septembre 2004, nous avons reçu un produit au comptant net de 125,0 millions de dollars (130,0 millions de dollars au 31 décembre 2003) à la vente de débiteurs à la fiducie de titrisation.

Dans le cadre de la convention, nous sommes tenus de fournir une garantie, actuellement sous forme de créances additionnelles données en excédent du produit au comptant reçu. Actuellement détenue par la fiducie, la garantie nous sera restituée à l'expiration de la convention. Ainsi, nous avons comptabilisé ces créances dans les charges comptabilisées d'avance à titre de droits conservés dans la fiducie de titrisation. Au 30 septembre 2004, ces droits conservés totalisaient 35,1 millions de dollars (28,7 millions de dollars au 31 décembre 2003).

Nous continuons de gérer ces créances et de percevoir les sommes dues, mais les droits de la fiducie relativement à la perception de ces créances, y compris les créances qui composent les droits conservés, ont priorité de rang sur nos propres droits. La fiducie et ses investisseurs n'ont aucun recours sur nos autres actifs si le débiteur fait défaut de payer les sommes dues lorsqu'elles deviennent exigibles.

En vertu de la convention, la fiducie réinvestit les fonds tirés du recouvrement dans l'achat de droits additionnels liés à nos créances jusqu'à l'expiration de la convention. Pendant la durée de la convention, nous demeurons exposés à certains risques de non-paiement qui, s'ils devaient avoir lieu, pourraient entraîner une résiliation anticipée de la convention.

Au cours des trois mois et des neuf mois terminés le 30 septembre 2004, nous avons constaté une perte avant impôts et des frais de gestion d'environ 0,7 million de dollars et 2,5 millions de dollars, respectivement (1,1 million de dollars et 3,4 millions de dollars respectivement au 30 septembre 2003) relativement à la cession des créances.

2 CESSIION DE CRÉANCES *(suite)*

Le tableau ci-dessous illustre la titrisation au 30 septembre 2004 et au 31 décembre 2003 respectivement ainsi que les hypothèses utilisées pour calculer la juste valeur aux dates de cession. La sensibilité de ces hypothèses à un changement de 10 % à 20 % est négligeable.

<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>	Fourchette		Au	Au
	2004	30 septembre 2004	31 décembre 2003	31 décembre 2003
Droits titrisés aux débiteurs		160 079		158 726
Produit au comptant		125 000		130 000
Droits conservés		35 079		28 726
Commission de gestion		425		424
Moyenne des comptes clients gérés		220 589		209 796
Hypothèses :				
Coût des fonds	2,02 – 2,94 %	2,36 %		3,42 %
Moyenne des comptes en souffrance – ratio	13,30 – 22,80 %	22,80 %		11,90 %
Moyenne des pertes sur créance nettes – ratio	0,97 – 1,18 %	1,08 %		1,08 %
Échéance moyenne pondérée en jours	41 – 49	47		42

Le tableau suivant est un résumé de certains flux de trésorerie reçus de fiduciaires et versés à ces dernières au cours de l'exercice.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Fonds perçus réinvestis dans des ventes renouvelables	446 148	441 842	1 361 762	1 362 862
Baisse du produit de vente	—	—	5 000	5 000

3 INVESTISSEMENTS EN IMMOBILISATIONS

Au 30 septembre 2004
(en milliers de dollars)

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	13 008	—	13 008
Bâtiments et tours	361 008	176 937	184 071
Installations et matériel de télécommunications	4 456 583	2 991 154	1 465 429
Logiciels d'application et autre matériel	544 105	363 304	180 801
Immobilisations en construction	45 809	—	45 809
Pièces et fournitures	5 500	—	5 500
	5 426 013	3 531 395	1 894 618

Au 31 décembre 2003
(en milliers de dollars)

	Coût	Amortissement cumulé	Valeur comptable nette
Terrains	13 565	—	13 565
Bâtiments et tours	336 884	163 675	173 209
Installations et matériel de télécommunications	4 378 012	2 808 618	1 569 394
Logiciels d'application et autre matériel	592 589	363 564	229 025
Immobilisations en construction	22 829	—	22 829
Pièces et fournitures	5 500	—	5 500
	5 349 379	3 335 857	2 013 522

4 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices futurs reflètent les effets fiscaux nets des écarts temporaires entre la valeur comptable des actifs et des passifs et leur valeur fiscale.

Les effets fiscaux des écarts temporaires qui donnent lieu à des tranches importantes d'actifs et de passifs d'impôts futurs sont présentés ci-dessous :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au 30 septembre 2004	Au 31 décembre 2003
Investissements en immobilisations	15 031	3 884
Régimes de retraite et avantages postérieurs à l'emploi	(4 493)	7 651
Charges comptabilisées d'avance	(16 354)	(17 376)
Reports de pertes prospectifs	3 872	2 083
Divers	4 049	12 852
Actifs d'impôts futurs nets	2 105	9 094
Moins : tranche à court terme des passifs d'impôts futurs	(2 716)	(3 797)
Actifs d'impôts futurs	4 821	12 891

Les principales composantes de la provision pour impôts sur les bénéfices sont les suivantes :

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Charge fiscale de la période	16 908	48 098	67 140	143 066
Charge d'impôts futurs :				
Variation des écarts temporaires	1 735	(16 488)	5 185	(45 458)
Écart de taux d'imposition – Règlement de questions fiscales des exercices précédents	(5 500)	—	(6 789)	—
Variation du taux prévu par la loi	53	1 011	411	299
Charge fiscale	13 196	32 621	65 947	97 907

Le rapprochement du taux d'imposition prévu par la loi et du taux d'imposition réel est le suivant :

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i>	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Taux d'imposition prévu par la loi (y compris la surtaxe)	36,22 %	37,92 %	35,89 %	38,62 %
Impôt fédéral des grandes sociétés	1,35	(0,07)	1,13	0,05
Écart de taux d'imposition – Règlement de questions fiscales des exercices précédents	(10,87)	—	(3,48)	—
Variation du taux d'imposition des actifs futurs	0,09	0,47	0,23	0,61
Gain (perte) non imposable	(0,70)	(0,30)	(0,20)	0,03
Écart d'acquisition non déductible	0,07	0,02	0,06	0,05
Autres écarts permanents	(0,07)	0,96	0,20	0,19
Taux d'imposition réel	26,09 %	39,00 %	33,83 %	39,55 %

Pertes fiscales

Au 30 septembre 2004, nous avons accumulé 45,3 millions de dollars en pertes fiscales autres qu'en capital qui peuvent servir à réduire les bénéfices imposables dans les prochains exercices. Si elles ne sont pas utilisées, ces pertes expireront après 2010. L'économie d'impôts de 12,3 millions de dollars (17,2 millions de dollars au 31 décembre 2003) découlant des pertes autres qu'en capital a été constatée à titre d'actif d'impôts futurs.

Au 30 septembre 2004, nous disposions aussi de pertes en capital d'environ 35,9 millions de dollars (34,6 millions de dollars au 31 décembre 2003), qui peuvent être reportées indéfiniment pour réduire les gains en capital dans les prochains exercices. Aucun actif d'impôts futurs associé à 33,3 millions de dollars de ces pertes n'a été constaté aux fins de la présentation des états financiers.

5 ACTIF (PASSIF) AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES

Nous offrons des régimes de retraite et d'autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi à la majorité de nos employés, y compris des régimes de retraite à CD, des régimes de retraite à PD, des régimes d'épargne-retraite ainsi que des régimes complémentaires. Les principales conventions comptables adoptées pour ces régimes sont décrites à la note 1, sous «Avantages postérieurs à l'emploi».

Régimes de retraite à CD et autres régimes d'épargne-retraite

Pour la majorité des participants salariés, nos régimes de retraite à CD et autres régimes d'épargne-retraite exigent des cotisations patronales et des cotisations salariales de néant à 6 % du salaire admissible, selon le régime. La charge totale liée à ces régimes correspond aux cotisations patronales requises et a totalisé respectivement 2,6 millions de dollars et 9,5 millions de dollars pour les trois mois et neuf mois terminés le 30 septembre 2004 (2,8 millions de dollars et 8,5 millions de dollars respectivement le 30 septembre 2003).

Les coûts des régimes à CD sont constatés et capitalisés à mesure que les employés fournissent des services au cours de l'exercice.

Régimes de retraite à PD

Les régimes de retraite à PD fournissent des prestations aux employés âgés de 65 ans à leur retraite et comptant au moins deux ans de service. Si les employés prennent leur retraite avant 65 ans mais satisfont à d'autres critères d'âge et d'états de service, une rente, réduite ou non, peut leur être versée. Les formules pour calculer les prestations fournies en vertu de ces régimes varient d'un régime à l'autre et selon les années de service de l'employé. Par exemple, en vertu d'un régime qui prévoit une rente équivalant à 1,5 % de la moyenne des cinq meilleures années de salaire de l'employé pour chaque année de service, un employé comptant 30 années de service à 1,5 % par année pourrait recevoir une rente équivalant à 45 % de la moyenne des cinq meilleures années de salaire de l'employé. Les rentes versées sont rajustées chaque année en fonction de l'indice des prix à la consommation, jusqu'à un maximum de 2 % par année.

En date du 20 septembre 2004, certaines modalités de nos régimes de retraite à PD ont été modifiées pour attribuer des prestations pour les services rendus ultérieurement et ajouter un élément contributif pour certains employés, comme présenté dans le tableau Composantes de l'actif (du passif) au titre des prestations constituées. Les employés qui bénéficieront de l'élément contributif pourront cotiser 2,5 % de leur salaire de base et recevront une prestation améliorée pour les services futurs.

Les évaluations actuarielles au 31 décembre 2003 seront déposées pour certains de nos régimes de retraite enregistrés à PD et entraîneront des cotisations minimales requises pour 2004 d'environ 56,0 millions de dollars, en baisse en regard des cotisations minimales requises de 63,7 millions de dollars en 2003. Nous pourrions en outre verser des cotisations spéciales pour couvrir le déficit, ce qui représenterait une accélération volontaire de la capitalisation requise. Pour les trois mois et les neuf mois terminés le 30 septembre 2004, nous avons versé des cotisations spéciales respectives de néant million de dollars et de 25,0 millions de dollars (respectivement de néant million de dollars et de néant million de dollars au 30 septembre 2003) pour couvrir le déficit.

Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Les autres régimes que nous offrons aux employés admissibles prenant leur retraite comprennent une assurance de soins de santé et une assurance-vie et certains autres avantages. Nous ne gardons pas de fonds en fiducie pour capitaliser les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi. Nous versons plutôt des prestations directement à la société de gestion du régime ou à l'employé retraité, selon le cas.

Hypothèses

L'évaluation de l'obligation au titre des prestations constituées et du coût net annuel des régimes de retraite à PD et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi nécessite des calculs actuariels. Nous posons plusieurs hypothèses qui servent aux calculs actuariels. Les principales hypothèses sont les suivantes :

	2004	2003
Taux utilisé pour actualiser les obligations	6,75 %	6,75 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	7,50 %	7,50 %
Taux de croissance des salaires	3,50 %	3,50 %
Taux de croissance du coût des soins de santé couverts par participant les cinq premières années	8,00 %	8,00 %
Taux de croissance du coût des soins de santé couverts par participant par la suite	4,50 %	4,50 %

5 ACTIF (PASSIF) AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES (suite)

Placement des actifs des régimes de retraite à PD

Les actifs des régimes de retraite à PD sont investis dans une fiducie principale qui observe la répartition suivante des actifs. Nous avons présumé un taux de rendement prévu de 7,5 % sur les actifs des régimes, qui est fondé sur les rendements à long terme prévus de chaque catégorie d'actifs et sur leur pondération cible relative dans la composition des actifs.

Catégorie d'actifs	Pondération cible	Pourcentage des actifs des régimes		Taux de rendement à long terme prévu moyen pondéré
		30 septembre 2004	31 décembre 2003	
Obligations / titres à revenu fixe	35 – 45 %	41 %	40 %	6,0 %
Actions	55 – 65 %	59 %	60 %	8,5 %
Total				7,5 %

Depuis les dix dernières années, le taux de rendement moyen pondéré de nos régimes de retraite à PD a été de 9,3 % par année.

La fiducie principale n'a pas le droit de détenir directement des actions ordinaires ni des titres d'emprunt de notre société ou de ses filiales. Par contre, la fiducie principale détient des parts dans des fonds indiciaires qui peuvent détenir des actions d'Aliant Inc. ou des instruments d'emprunt de nos filiales en raison du fait que ces titres sont inclus dans les indices applicables. La fiducie principale détient des actions ordinaires de BCE Inc. valant environ 4,7 millions de dollars (moins de 0,4 % du total des actifs des régimes) au 30 septembre 2004. Les titres à revenu fixe comprennent des débetures de BCE Inc. et de Bell Canada valant environ 5,7 millions de dollars (moins de 0,4 % du total des actifs des régimes) au 30 septembre 2004. La valeur totale de tous nos titres et de ceux des émetteurs connexes détenus directement ou indirectement dans la fiducie principale au 30 septembre 2004 était d'environ 11,2 millions de dollars (0,9 % des actifs des régimes) et, au 31 décembre 2003, elle était d'environ 15,0 millions de dollars (1,2 % des actifs des régimes).

Composantes de l'actif (du passif) au titre des prestations constituées

Le tableau suivant illustre la variation des obligations au titre des régimes à PD et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi ainsi que la variation de la juste valeur des actifs des régimes à PD au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 2004 ainsi que l'état des régimes au 31 décembre 2003.

	Régimes de retraite à PD		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
	30 septembre 2004	31 décembre 2003	30 septembre 2004	31 décembre 2003
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Obligations des régimes :				
Obligations au titre des prestations constituées au début de la période	1 496 455	1 379 459	161 376	159 681
Coût des prestations gagnées au cours de la période	18 674	24 753	3 432	4 431
Intérêts sur les obligations	74 310	93 893	8 175	10 189
Modifications apportées au régime	31 297	—	—	—
(Gains actuariels) pertes actuarielles	—	83 413	—	(8 914)
Prestations versées à partir des régimes	(59 062)	(85 063)	(3 282)	(4 011)
Obligations au titre des prestations constituées à la fin de la période	1 561 674	1 496 455	169 701	161 376
Actifs des régimes :				
Juste valeur des actifs des régimes au début de la période	1 262 442	1 081 830	—	—
Rendement réel des actifs des régimes	47 533	140 986	—	—
Prestations versées à partir des régimes	(59 062)	(85 063)	(3 282)	(4 011)
Cotisations de l'employeur aux régimes	48 958	124 689	3 282	4 011
Juste valeur des actifs des régimes, à la fin de la période	1 299 871	1 262 442	—	—
Déficit des régimes à la fin de la période	(261 803)	(234 013)	(169 701)	(161 376)
Pertes non amorties	438 080	397 453	2 220	2 220
Actif (passif) au titre des prestations constituées à la fin de la période	176 277	163 440	(167 481)	(159 156)

5 ACTIF (PASSIF) AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES (suite)

Chacun des régimes à PD formant les totaux présentés dans le tableau ci-dessus se retrouve en déficit alors que les obligations au titre des prestations constituées excèdent la juste valeur des actifs des régimes. Bien que les régimes de retraite à PD ne soient pas considérés comme entièrement capitalisés aux fins de présentation des états financiers, nous capitalisons les régimes à PD enregistrés par l'intermédiaire de cotisations égales ou supérieures aux règles régissant les régimes en cause et à la réglementation de capitalisation applicable en vertu de la loi.

Composantes du coût des régimes à PD et des autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

Le tableau suivant présente les composantes du coût des régimes de retraite à PD et des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi.

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en milliers de dollars)	Régimes de retraite à PD			
	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Coûts des prestations gagnées au cours de la période	4 618	6 188	18 674	18 564
Intérêts sur les obligations	24 756	23 473	74 310	70 419
Rendement prévu des actifs des régimes	(23 705)	(22 935)	(71 000)	(68 715)
Amortissement des pertes actuarielles nettes	4 712	3 461	14 136	6 269
Coût net des régimes d'avantages sociaux	10 381	10 187	36 120	26 537

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en milliers de dollars)	Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi			
	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Coût des prestations gagnées au cours de la période	1 144	1 107	3 432	3 323
Intérêts sur les obligations	2 725	2 717	8 175	7 471
Coût net des régimes d'avantages sociaux	3 869	3 824	11 607	10 794

Le coût net des régimes d'avantages sociaux calculé ci-dessus et enregistré dans les charges d'exploitation pour la période reflète l'amortissement des gains et des pertes réels liés aux actifs des régimes et des gains et des pertes actuariels liés aux obligations des régimes. Si le coût net des régimes d'avantages sociaux était rajusté pour inclure la totalité des gains et des pertes des régimes comptabilisés au cours de la période et exclure l'amortissement ou toute autre constatation des montants non amortis existants, le coût serait comme suit :

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en milliers de dollars)	Régimes de retraite à PD			
	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Coût net des régimes d'avantages sociaux, montant calculé	10 381	10 187	36 120	26 537
Déduire l'amortissement des pertes actuarielles nettes	(4 712)	(3 461)	(14 136)	(6 269)
Déduire le rendement prévu des actifs des régimes	23 705	22 935	71 000	68 715
Gain réel lié aux régimes d'avantages sociaux	(5 331)	(44 879)	(47 533)	(66 982)
Coût (revenu) net rajusté des régimes d'avantages sociaux	24 043	(15 218)	45 451	22 001

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en milliers de dollars)	Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi			
	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Coût net des régimes d'avantages sociaux, montant calculé	3 869	3 824	11 607	10 794
Gain actuariel couru	—	—	—	(8 914)
Coût (revenu) net rajusté des régimes d'avantages sociaux	3 869	3 824	11 607	1 880

5 ACTIF (PASSIF) AU TITRE DES PRESTATIONS CONSTITUÉES *(suite)*

Sensibilité aux changements d'hypothèses

La valeur de l'obligation au titre des prestations constituées et le montant du coût net des régimes d'avantages sociaux que nous comptabilisons pour les régimes de retraite à PD et les autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi sont sensibles aux hypothèses que nous posons et utilisons dans nos calculs. Le tableau suivant indique l'incidence prévue sur la valeur de l'obligation au titre des prestations constituées ainsi que sur le montant annuel au coût net des régimes dans le cas d'une variation de un quart de point du taux d'actualisation, du taux de rendement prévu des actifs des régimes et du taux de croissance des salaires. Le tableau démontre aussi la sensibilité d'une variation de 1,0 point de pourcentage de la croissance prévue du coût des soins de santé couverts par participant. L'incidence sur le coût trimestriel serait environ le quart de l'incidence annuelle indiquée.

<i>(en milliers de dollars, arrondi au million)</i>	Hypothèse	Variation de taux	Régimes de retraite à PD		Autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	
			Obligation	Coût annuel	Obligation	Coût annuel
Taux utilisé pour actualiser les obligations	6,75 %	+/- 0,25 %	56 000	1 000	6 000	—
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	7,50 %	+/- 0,25 %	—	3 000	—	—
Taux de croissance des salaires	3,50 %	+/- 0,25 %	8 000	1 000	—	—
Taux de croissance du coût des soins de santé couverts par participant	4,50 – 8,00 %	+ 1,00 % - 1,00 %	— —	— —	27 000 (23 000)	3 000 (2 000)

L'incidence d'une variation de un quart de point de pourcentage du taux d'actualisation sur le coût net annuel des régimes de retraite comprend l'incidence sur les composantes intérêts débiteurs et coût des services rendus au cours de l'exercice du coût de retraite. En outre, le montant de l'amortissement des pertes actuarielles nettes changerait également, mais d'une façon différente selon que la variation de un quart de point de pourcentage consiste en une augmentation ou en une diminution du taux d'actualisation, sans répercussion sur d'autres variations présumées du taux d'actualisation. À titre d'indication, le montant de l'amortissement des pertes actuarielles nettes augmenterait d'environ 4,5 millions de dollars chaque année si le taux d'actualisation passait à 6,50 %, après une diminution de un quart de point de pourcentage.

6 ÉCART D'ACQUISITION

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au 30 septembre 2004	Au 31 décembre 2003
Écart d'acquisition, au coût	87 616	87 616
Provision cumulative pour dépréciation	(50 000)	(50 000)
Amortissement cumulé	(5 812)	(5 812)
	31 804	31 804

La totalité de l'écart d'acquisition se rapporte au secteur Technologies de l'information. Le test de dépréciation annuel effectué au cours du deuxième trimestre a révélé qu'aucune provision pour dépréciation n'était nécessaire.

7 EFFETS À PAYER ET AVANCES BANCAIRES

Au 30 septembre 2004, nous avons néant million de dollars (néant million de dollars au 31 décembre 2003) à régler en vertu de notre programme de papier commercial. Nous avons des lignes de crédit disponibles de 557,0 millions de dollars (557,0 millions de dollars au 31 décembre 2003). Ces lignes comprennent des lignes consenties de 350,0 millions de dollars (350,0 millions de dollars au 31 décembre 2003) aux fins de soutien du programme de papier commercial, des lignes de crédit à l'exploitation discrétionnaires de 150,0 millions de dollars (150,0 millions de dollars au 31 décembre 2003) et des lignes de crédit à l'exploitation de 57,0 millions de dollars (57,0 millions de dollars au 31 décembre 2003) pour certaines de nos filiales. Aucun montant n'avait été prélevé sur les lignes de crédit à l'exploitation de nos filiales au 30 septembre 2004 (4,5 millions de dollars au 31 décembre 2003). Au 30 septembre 2004, des lettres de crédit consenties à l'égard des lignes de crédit à l'exploitation de nos filiales totalisaient 6,1 millions de dollars (6,9 millions de dollars au 31 décembre 2003).

8 IMPUTATION DE RESTRUCTURATION

Au cours des neuf premiers mois de 2004, nous avons poursuivi, dans le cadre de notre programme de 2003, la restructuration de notre secteur Technologies de l'information, ce qui a donné lieu à une provision imputée aux résultats de 0,5 million de dollars et de 2,9 millions de dollars respectivement pour les trois mois et les neuf mois terminés le 30 septembre 2004 (15,5 millions de dollars pour les trois mois et les neuf mois terminés le 30 septembre 2003). Cette restructuration vise à améliorer la productivité et la rentabilité, à réaligner la stratégie de xwave et à simplifier son modèle d'affaires. Les coûts associés au plan de restructuration, qui sont essentiellement les indemnités de départ et les prestations correspondantes, mais aussi des frais de rationalisation relatifs à des biens immobiliers, sont déduits de cette provision. Au 30 septembre 2004, le solde de la provision pour frais de restructuration de l'exercice en cours et des exercices antérieurs compris dans les créditeurs et charges à payer totalisait 3,7 millions de dollars. Le solde devrait être réduit en 2004.

Au cours des neuf premiers mois de 2004, nous avons également procédé à une certaine restructuration de notre secteur Télécommunications, qui a donné lieu à une provision de 0,1 million de dollars et de 2,3 millions de dollars respectivement pour les trois mois et neuf mois, imputée aux résultats. Cette restructuration a trait à des réductions de main-d'œuvre avec les coûts associés aux indemnités de départ et aux prestations correspondantes. Elle vise à améliorer la productivité et la rentabilité. Au 30 septembre 2004, le solde de cette provision de restructuration inclus dans les créditeurs et charges à payer totalisait 1,1 million de dollars. Le solde devrait être réduit en 2004.

9 DETTE À LONG TERME

<i>(en milliers de dollars)</i>	Taux d'intérêt	Échéance	Au 30 septembre 2004	Au 31 décembre 2003
Télécommunications				
Effets				
Télécommunications Aliant Inc.				
Série 1	6,46 %	2004	100 000	100 000
Série 2	6,65 %	2009	100 000	100 000
Série 3	6,70 %	2005	150 000	150 000
Série 4	6,80 %	2011	150 000	150 000
Série 5	5,35 %	2007	100 000	100 000
			600 000	600 000
Obligations				
Maritime Tel & Tel				
AD	10,45 %	2013	50 000	50 000
Island Telecom				
T	10,60 %	2009	3 500	3 500
U	11,15 %	2010	6 500	6 500
V	9,77 %	2018	5 000	5 000
W	8,76 %	2019	5 000	5 000
NewTel Communications				
T	10,75 %	2014	75 000	75 000
V	11,40 %	2010	40 000	40 000
			185 000	185 000
Débentures				
Maritime Tel & Tel				
Série 2	8,30 %	2019	50 000	50 000
Série 4	9,70 %	2019	50 000	50 000
Série 5	9,05 %	2025	60 000	60 000
NBTel				
AA	11,13 %	2013	40 000	40 000
			200 000	200 000
			985 000	985 000
Valeur actualisée de l'obligation découlant de contrats de location-acquisition			4 973	4 746
Total – Télécommunications			989 973	989 746
Technologies de l'information		2005	248	313
Total de la dette à long terme			990 221	990 059
Moins la tranche échéant à moins d'un an			101 578	101 535
			888 643	888 524

9 DETTE À LONG TERME (suite)

Télécommunications

Toutes les obligations sont émises en série et, à l'exception de la série V émise par NewTel Communications, sont toutes rachetables au gré de la société avant l'échéance aux prix, dates et conditions précisés pour chaque série. Les obligations sont garanties par une déclaration de fiducie et d'hypothèque ainsi que par des actes supplémentaires. Ces instruments contiennent une hypothèque spécifique de premier rang à taux fixe, un gage et une charge visant certains biens immeubles et de l'équipement ainsi que tous les droits et licences liés à ces biens de Télécommunications Aliant Inc., situés en Nouvelle-Écosse relativement aux obligations émises par Maritime Tel & Tel; à l'Île-du-Prince-Édouard relativement aux obligations émises par Island Telecom et à Terre-Neuve-et-Labrador relativement aux obligations émises par NewTel Communications. Selon la province d'émission, ces obligations procurent une charge flottante sur tous les biens actuels et futurs de Télécommunications Aliant Inc. et sur tous les produits tirés de ces biens situés dans les trois provinces.

Les débentures et les effets sont émis en série, et certaines séries sont rachetables au gré de la société avant l'échéance aux prix, dates et conditions précisés pour chaque série. Les débentures et les effets sont émis en vertu d'une déclaration de fiducie et ne sont pas garantis.

Le montant global des paiements que nous serons tenus de verser au cours de chacun des cinq prochains exercices pour respecter les remboursements de capital et les échéances de notre dette à long terme ainsi que des paiements minimaux futurs en vertu des contrats de location-acquisition actuellement en vigueur s'établit comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Reste de 2004	2005	2006	2007	2008	Par la suite
Dettes à long terme	100 085	150 163	—	100 000	—	635 000
Contrats de location – acquisition	679	1 572	2 427	295	—	—
	100 764	151 735	2 427	100 295	—	635 000

10 PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

La part des actionnaires sans contrôle représente les actions ordinaires que des tiers détiennent dans les filiales.

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au 30 septembre 2004	Au 31 décembre 2003
Xwave New England Corp. (auparavant TechKnowledge Inc.)	—	583
Atlantic Mobility Products Ltd.	4 679	3 468
	4 679	4 051

11 CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées à dividende cumulatif, rachetables à un prix de 25,00 \$ l'action et assorties d'un taux de dividende annuel fixe de 1,3625 \$ par action. Ces actions sont sans droit de vote, sauf dans certains cas, et sont rachetables à notre gré le 30 juin 2006 ou le 30 juin de la dernière année de chaque période de cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées pourront convertir leurs actions privilégiées de série 2 en actions privilégiées de série 3 le 30 juin 2006 ou le 30 juin de la dernière année de chaque période de cinq ans par la suite, si nous n'émettons pas d'avis de rachat. Le dividende fixe sur les actions de série 2 est versé trimestriellement et sera révisé tous les cinq ans, à compter du 30 juin 2006, pour l'établir à un taux qui n'est pas inférieur à 80 % du rendement des obligations du gouvernement du Canada sur cinq ans. Les modalités des actions de série 3 sont sensiblement les mêmes que celles des actions de série 2, sauf que ces actions de série 3 verseront un dividende mensuel à taux variable, si elles sont émises.

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Émises et en circulation

	Au 30 septembre 2004		Au 31 décembre 2003	
	Nombre d'actions	Capital déclaré	Nombre d'actions	Capital déclaré
<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>				
Actions privilégiées de série 2	7 000 000	172 264	7 000 000	172 264
Actions ordinaires	132 108 088	1 028 208	133 616 920	1 035 798
		1 200 472		1 208 062

Le tableau suivant détaille la variation des actions ordinaires émises et en circulation :

	Neuf mois terminés le 30 septembre 2004		Douze mois terminés le 31 décembre 2003	
	Nombre d'actions	Capital déclaré	Nombre d'actions	Capital déclaré
<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>				
Actions ordinaires au début de la période	133 616 920	1 035 798	139 513 639	1 070 551
Régime d'options sur actions (note 16)	47 822	936	434 132	8 629
Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires	175 476	4 884	197 719	5 927
Actions rachetées pour annulation	(1 732 130)	(13 410)	(6 528 570)	(49 309)
Actions ordinaires à la fin de la période	132 108 088	1 028 208	133 616 920	1 035 798

Les actions ordinaires sont rachetées sur le marché libre pour les participants de notre régime d'épargne-actions des employés. Voir la note 16 pour de plus amples renseignements sur ce régime.

En vertu des dispositions de notre régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires ainsi que de notre régime d'épargne-actions des employés, les actionnaires peuvent acquérir des actions ordinaires supplémentaires plutôt que de recevoir des dividendes en espèces de la société. En ce qui concerne ces régimes, nous avons émis des actions plutôt que de verser des dividendes en espèces au cours des trois mois et neuf mois terminés le 30 septembre 2004 de respectivement 2,4 millions de dollars et 7,1 millions de dollars (2,2 millions de dollars et 6,8 millions de dollars respectivement le 30 septembre 2003).

11 CAPITAL SOCIAL (suite)

Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, entrée en vigueur le 22 juillet 2002 et terminée le 21 juillet 2003, nous avons racheté, de temps à autre, nos actions ordinaires au comptant au cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Nous avons acheté et annulé la totalité des 1 600 000 actions permises à partir de juin 2003, dont 1 335 700 actions avaient été acquises en 2003.

Dans le cadre d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, entrée en vigueur le 6 août 2003 et terminée le 5 août 2004, nous avons racheté, de temps à autre, nos actions ordinaires au comptant au cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Bell Canada, notre actionnaire majoritaire, a vendu au prorata des actions en vertu de l'offre publique de rachat faite dans le cours normal des activités, selon les conditions de la Bourse de Toronto. Au 30 septembre 2004, nous avons acheté et annulé la totalité des 6 925 000 actions permises (actions achetées auprès de Bell Canada – 3 470 567) dont 5 192 870 actions avaient été rachetées en 2003 (actions achetées auprès de Bell Canada en 2003 – 2 643 070).

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2004, nous avons racheté aux fins d'annulation 1 732 130 actions (6 528 570 au 31 décembre 2003) pour un prix total de 50,6 millions de dollars (200,9 millions de dollars au 31 décembre 2003), ce qui a réduit le capital social de 13,4 millions de dollars (49,3 millions de dollars au 31 décembre 2003), le surplus d'apport, de 0,5 million de dollars (64,2 millions de dollars au 31 décembre 2003) et les bénéfices non répartis, de 36,7 millions de dollars (87,4 millions de dollars au 31 décembre 2003).

12 INFORMATIONS SECTORIELLES

Nous exerçons nos activités dans les deux secteurs isolables suivants :

Télécommunications – offre une vaste gamme de services de télécommunications au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador. Ce secteur d'activité comprend Télécommunications Aliant Inc., Innovatia Inc. et Aliant ActiMedia.

Technologies de l'information – offre des services d'intégration de systèmes, de conception d'applications, d'installation de réseaux locaux, de gestion de réseau étendu, de centres de données, de matériel informatique, de progiciels et de services de planification des technologies de l'information. Ce secteur d'activité comprend Technologies de l'information Aliant Inc. et Xwave Solutions Inc.

Les conventions comptables suivies par ces secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 1. Nous évaluons le rendement en fonction d'un certain nombre d'indicateurs financiers et non financiers dont le bénéfice net, le rendement des capitaux propres et la croissance des produits d'exploitation.

Nous comptabilisons les ventes et les transferts intersectoriels comme s'ils se rapportaient à des tiers, c'est-à-dire aux prix courants du marché.

Nous nous sommes dessaisis des secteurs Communications à distance et Activités en émergence en 2003 et les avons inclus dans les activités abandonnées, comme indiqué à la note 14. Aux fins de la présentation des états financiers, les informations sectorielles des périodes antérieures ont été retraitées.

12 INFORMATIONS SECTORIELLES *(suite)*

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2004

<i>(en milliers de dollars)</i>	Technologies de				Données consolidées
	Télécommunications	l'information	Divers	Éliminations	
Produits – clients externes	449 241	47 451	497	–	497 189
Produits intersectoriels	1 424	31 970	–	(33 394)	–
Produits d'exploitation	450 665	79 421	497	(33 394)	497 189
Charges d'exploitation	279 627	71 446	6 709	(33 019)	324 763
Amortissement	97 154	2 079	370	(1 033)	98 570
Imputation de restructuration	126	516	–	–	642
Autres produits (charges)	(4 897)	1 161	39 705	(38 830)	(2 861)
Intérêts débiteurs	19 614	282	1 045	(1 176)	19 765
Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôts)	14 190	882	(2 173)	297	13 196
Part des actionnaires sans contrôle	405	–	–	–	405
Bénéfice net lié					
aux activités poursuivies	34 652	5 377	34 251	(37 293)	36 987
Bénéfice net lié					
aux activités abandonnées	–	–	–	–	–
Bénéfice net	34 652	5 377	34 251	(37 293)	36 987
Total de l'actif	2 712 706	154 476	1 902 540	(1 794 089)	2 975 633
Achat d'investissements					
en immobilisations	49 899	1 472	67	–	51 438

Pour le trimestre terminé le 30 septembre 2003

<i>(en milliers de dollars)</i>	Technologies de				Données consolidées
	Télécommunications	l'information	Divers	Éliminations	
Produits – clients externes	458 096	55 617	175	–	513 888
Produits intersectoriels	2 363	25 022	–	(27 385)	–
Produits d'exploitation	460 459	80 639	175	(27 385)	513 888
Charges d'exploitation	243 689	76 651	5 353	(27 629)	298 064
Amortissement	95 805	3 000	287	(779)	98 313
Imputation de restructuration	–	15 500	–	–	15 500
Autres produits (charges)	1 522	1 166	56 079	(56 693)	2 074
Intérêts débiteurs	20 385	473	1 831	(2 248)	20 441
Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôts)	41 381	(5 562)	(3 396)	198	32 621
Part des actionnaires sans contrôle	288	21	–	–	309
Bénéfice net (perte nette) lié(e)					
aux activités poursuivies	60 433	(8 278)	52 179	(53 620)	50 714
Bénéfice net (perte nette) lié(e)					
aux activités abandonnées	(2 097)	–	2 315	–	218
Bénéfice net (perte nette)	58 336	(8 278)	54 494	(53 620)	50 932
Total de l'actif	2 715 871	164 750	2 529 568	(1 876 817)	3 533 372
Achat d'investissements					
en immobilisations	90 898	187	267	–	91 352

12 INFORMATIONS SECTORIELLES *(suite)*

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2004

<i>(en milliers de dollars)</i>	Technologies de				Données consolidées
	Télécommunications	l'information	Divers	Éliminations	
Produits – clients externes	1 343 776	182 078	1 361	–	1 527 215
Produits intersectoriels	5 595	81 035	–	(86 630)	–
Produits d'exploitation	1 349 371	263 113	1 361	(86 630)	1 527 215
Charges d'exploitation	796 867	243 007	19 423	(85 588)	973 709
Amortissement	293 553	6 532	1 044	(3 051)	298 078
Imputation de restructuration	2 356	2 842	–	–	5 198
Autres produits (charges)	(774)	1 369	133 328	(131 668)	2 255
Intérêts débiteurs	57 318	633	3 703	(4 082)	57 572
Impôts sur les bénéfices					
(recouvrement d'impôts)	64 643	2 375	(1 977)	906	65 947
Part des actionnaires sans contrôle	1 210	1	–	–	1 211
Bénéfice net lié					
aux activités poursuivies	132 650	9 092	112 496	(126 483)	127 755
Bénéfice net lié					
aux activités abandonnées	–	–	–	–	–
Bénéfice net	132 650	9 092	112 496	(126 483)	127 755
Total de l'actif	2 712 706	154 476	1 902 540	(1 794 089)	2 975 633
Achat d'investissements					
en immobilisations	176 717	4 056	161	–	180 934

Pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2003

<i>(en milliers de dollars)</i>	Technologies de				Données consolidées
	Télécommunications	l'information	Divers	Éliminations	
Produits – clients externes	1 344 920	186 226	908	–	1 532 054
Produits intersectoriels	9 473	82 052	–	(91 525)	–
Produits d'exploitation	1 354 393	268 278	908	(91 525)	1 532 054
Charges d'exploitation	726 485	263 979	16 590	(93 661)	913 393
Amortissement	287 890	8 791	831	(2 627)	294 885
Imputation de restructuration	–	15 500	–	–	15 500
Autres produits (charges)	1 704	1 127	177 121	(178 370)	1 582
Intérêts débiteurs	61 975	1 737	6 337	(7 724)	62 325
Impôts sur les bénéfices					
(recouvrement d'impôts)	110 845	(7 991)	(5 606)	659	97 907
Part des actionnaires sans contrôle	207	(19)	–	–	188
Bénéfice net (perte nette) lié(e)					
aux activités poursuivies	168 695	(12 592)	159 877	(166 542)	149 438
Bénéfice net (perte nette) lié(e)					
aux activités abandonnées	(2 434)	–	13 382	–	10 948
Bénéfice net (perte nette)	166 261	(12 592)	173 259	(166 542)	160 386
Total de l'actif	2 715 871	164 750	2 529 568	(1 876 817)	3 533 372
Achat d'investissements					
en immobilisations	232 068	1 327	1 426	–	234 821

12 INFORMATIONS SECTORIELLES *(suite)*

Produits d'exploitation provenant des clients externes, par produit et service :

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Télécommunications				
Services locaux	183 771	194 352	560 599	577 011
Services interurbains	84 500	95 796	260 553	287 289
Services sans fil	103 023	89 226	283 584	242 872
Internet	30 386	26 906	89 548	78 755
Annuaire	10 508	10 318	40 491	38 194
Produits	24 817	29 330	76 481	80 633
Autres télécommunications	12 236	12 168	32 520	40 166
	449 241	458 096	1 343 776	1 344 920
Technologies de l'information				
Produits	22 952	25 550	95 100	90 916
Services de TI	24 499	30 067	86 978	95 310
	47 451	55 617	182 078	186 226
Divers	497	175	1 361	908
	497 189	513 888	1 527 215	1 532 054

13 AUTRES PRODUITS (CHARGES)

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en milliers de dollars)</i>	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Intérêts créditeurs	1 338	3 027	10 594	8 365
Titrisation de créances (note 2)	(702)	(1 158)	(2 482)	(3 446)
Impôt provincial des grandes sociétés	(1 350)	(1 047)	(3 647)	(3 233)
Produits divers (charges diverses)	(2 147)	1 252	(2 210)	(104)
	(2 861)	2 074	2 255	1 582

14 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

En date du 1^{er} janvier 2003, Innovatia Inc., dont les résultats étaient auparavant enregistrés dans le secteur Activités en émergence, a été transférée au secteur Télécommunications. L'actif résiduel du secteur Activités en émergence et des autres placements a été cédé tout au long de 2003.

En décembre 2003, la vente du secteur Communications à distance, représenté par notre participation de 53,2 % dans Stratos Global Corporation, a été achevée.

Aux fins de la présentation des états financiers, les résultats d'exploitation des périodes antérieures des secteurs Activités en émergence et Communications à distance sont présentés à titre d'activités abandonnées, incluant l'information sectorielle présentée à la note 12.

14 ACTIVITÉS ABANDONNÉES *(suite)*

Voici le sommaire des états des résultats des activités abandonnées :

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en milliers de dollars)	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Produits d'exploitation	—	143 166	—	461 206
Charges d'exploitation	—	124 969	—	406 650
Autres produits (charges)	—	(6 623)	—	129
Intérêt sur la dette à long terme	—	5 061	—	16 885
Impôts sur les bénéfices	—	2 807	—	13 543
Part des actionnaires sans contrôle	—	3 488	—	13 309
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	—	218	—	10 948

15 RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Pour les périodes terminées les 30 septembre (en milliers de dollars, sauf les montants par action)	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires :				
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	36 987	50 714	127 755	149 438
Dividendes sur actions privilégiées	(2 384)	(2 384)	(7 153)	(7 153)
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires lié aux activités poursuivies	34 603	48 330	120 602	142 285
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	—	218	—	10 948
Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires	34 603	48 548	120 602	153 233
De base :				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	132 135	137 906	132 750	138 595
Résultat de base par action ordinaire lié aux activités poursuivies	0,26	0,35	0,91	1,03
Résultat de base par action ordinaire lié aux activités abandonnées	—	—	—	0,08
Résultat de base par action ordinaire	0,26	0,35	0,91	1,11
Dilué :				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	132 135	137 906	132 750	138 595
Incidence des options sur actions en cours	—	55	—	—
	132 135	137 961	132 750	138 595
Résultat dilué par action ordinaire lié aux activités poursuivies	0,26	0,35	0,91	1,03
Résultat dilué par action ordinaire lié aux activités abandonnées	—	—	—	0,08
Résultat dilué par action ordinaire	0,26	0,35	0,91	1,11

Les options sur actions en cours ont une incidence sur les actions ordinaires pouvant être émises en vertu des modalités de notre régime d'options sur actions, dont le prix d'exercice est inférieur au cours du marché moyen de la période. Il n'y a eu aucune incidence en 2004 ou pour les neuf mois terminés le 30 septembre 2003 puisque les options n'auraient pas été exercées, leur prix d'exercice étant supérieur au cours du marché moyen pendant la période. Voir la note 16 pour de plus amples renseignements sur notre régime d'options sur actions.

15 RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE (suite)

Le tableau suivant présente l'information pro forma sur le bénéfice net, le résultat de base et le résultat dilué par action calculés selon la méthode de la juste valeur pour les régimes de rémunération à base d'actions. Les rajustements pro forma ci-dessous s'appliquent aux nouvelles attributions depuis l'adoption, le 1^{er} janvier 2002, des nouvelles normes sur les rémunérations à base d'actions, à l'exception des attributions faites en 2003 et 2004 pour lesquelles une charge de rémunération a été comptabilisée, comme décrit à la note 1.

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i> <i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i>	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
Bénéfice net pro forma attribuable aux actions ordinaires :				
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	36 987	50 714	127 755	149 438
Rajustements pro forma	(310)	(305)	(929)	(1 228)
Bénéfice net pro forma lié aux activités poursuivies	36 677	50 409	126 826	148 210
Dividendes sur actions privilégiées	(2 384)	(2 384)	(7 153)	(7 153)
Bénéfice net pro forma attribuable				
aux actions ordinaires lié aux activités poursuivies	34 293	48 025	119 673	141 057
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	—	218	—	10 948
Bénéfice net pro forma attribuable aux actions ordinaires	34 293	48 243	119 673	152 005
De base :				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	132 135	137 906	132 750	138 595
Résultat de base pro forma par action ordinaire lié aux activités poursuivies	0,26	0,35	0,90	1,02
Résultat de base pro forma par action ordinaire lié aux activités abandonnées	—	—	—	0,08
Résultat de base pro forma par action ordinaire	0,26	0,35	0,90	1,10
Dilué :				
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	132 135	137 906	132 750	138 595
Incidence des options sur actions en cours	—	55	—	—
	132 135	137 961	132 750	138 595
Résultat dilué pro forma par action ordinaire lié aux activités poursuivies	0,26	0,35	0,90	1,02
Résultat dilué pro forma par action ordinaire lié aux activités abandonnées	—	—	—	0,08
Résultat dilué pro forma par action ordinaire	0,26	0,35	0,90	1,10

La juste valeur de chaque option attribuée est estimée à la date d'attribution à l'aide du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

<i>30 septembre</i>	2004	2003
Rendement des actions	3,76 %	3,76 %
Volatilité prévue	21,90 %	23,30 %
Taux d'intérêt sans risque	4,24 %	4,44 %
Durée prévue	5,2 ans	6,2 ans

16 PLANS DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Au 30 septembre 2004, nous offrons les plans de rémunération à base d'actions suivants.

Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions, nous pouvons attribuer aux participants des options visant jusqu'à 6 867 104 actions ordinaires, dont 2 694 856 options pour le même nombre d'actions ordinaires étaient en cours au 30 septembre 2004 (2 338 367 au 31 décembre 2003). À l'exception des options sur actions qui ont été attribuées le 29 janvier 2004, le prix d'exercice de chaque option est égal au cours du marché de nos actions ordinaires à la date d'attribution. En janvier 2004, le cours de nos actions a augmenté de façon importante et temporaire en raison de la spéculation du marché. Par suite de la hausse du cours, nous avons demandé à la Bourse de Toronto le droit d'utiliser une valeur moyenne de négociation sur cinq jours aux fins de déterminer uniquement le prix des options sur actions attribuées, droit qu'elle nous a accordé. Le droit d'exercer les options est acquis trois ans après la date d'attribution en vertu du régime, dans une proportion égale tous les ans. Les options ont une durée maximale de dix ans après la date d'attribution.

Un état sommaire de notre régime d'options sur actions au 30 septembre 2004 et au 31 décembre 2003 ainsi que des changements survenus pendant les périodes terminées à ces dates est présenté ci-dessous:

	Au 30 septembre 2004		Au 31 décembre 2003	
	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré
Options en cours au début de la période	2 338 367	30,06	2 680 450	28,94
Attribuées	432 621	32,39	289 138	26,84
Éteintes	(28 310)	31,98	(197 089)	32,59
Exercées	(47 822)	19,58	(434 132)	19,88
Options en cours à la fin de la période	2 694 856	30,60	2 338 367	30,06
Options exerçables à la fin de la période	1 900 678	30,70	1 595 257	30,48

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours au 30 septembre 2004 :

Fourchette des prix d'exercice	Options en cours			Options exerçables	
	Nombre en cours	Durée contractuelle restante moyenne pondérée en années	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre d'options exerçables	Prix d'exercice moyen pondéré
11,746 à 15,718	68 289	2,1	14,16	68 289	14,16
19,125 à 20,079	83 106	3,3	19,96	83 106	19,96
21,768 à 25,552	148 302	4,3	22,91	148 302	22,91
26,790 à 34,900	1 917 585	7,7	31,04	1 123 407	31,53
35,250 à 38,100	477 574	6,3	35,42	477 574	35,42
	2 694 856		30,60	1 900 678	30,70

Pour les trois mois et neuf mois terminés le 30 septembre 2004, la charge de rémunération liée aux options sur actions attribuées a été de respectivement 0,3 million de dollars et 0,6 million de dollars et reflète également une hausse du surplus d'apport.

16 PLANS DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS *(suite)*

Régime d'épargne-actions des employés

Nous avons un régime d'épargne-actions des employés destinés à nos employés à plein temps admissibles, dont plus de 80 % participent au régime. Pour satisfaire aux achats d'actions par les employés aux termes de ce régime, nous sommes autorisés à émettre jusqu'à 2 079 527 actions ordinaires additionnelles à même la trésorerie ou les actions peuvent être achetées sur le marché libre. Nous achetons présentement les actions pour ce régime sur le marché libre.

En vertu des modalités de ce régime, les employés peuvent choisir chaque année d'avoir jusqu'à 10 % de leurs gains de base annuels retenus pour l'achat d'actions ordinaires de la société. Nous participons aussi au régime au nom des participants, selon une formule prescrite fondée sur les cotisations des participants. Le prix d'achat de l'action est la moyenne arithmétique du cours de clôture des actions négociées à la Bourse de Toronto pendant les cinq jours précédents jusqu'à la date de versement des dividendes inclusivement. Les participants achètent des actions ordinaires additionnelles au lieu de recevoir des dividendes en espèces de la société.

Un total de 792 900 actions ordinaires ont été achetées pour les employés au cours des neuf mois terminés le 30 septembre 2004 (1 022 000, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003).

Régime d'unités d'actions axé sur le rendement

En 2003, nous avons établi un régime d'unités d'actions axé sur le rendement à l'intention de certains dirigeants et membres de la haute direction pour aligner davantage leur rémunération incitative à long terme sur le total des rendements pour les actionnaires. Les participants au régime sont tenus, sur une période de cinq ans, de détenir une valeur déterminée d'actions reflétant leur poste et leurs responsabilités. Les unités d'actions attribuées font l'objet de droits d'acquisition axés sur le temps et le rendement. À leur acquisition, chaque unité d'action donne droit à une action ordinaire acquise sur le marché libre ou un paiement au comptant égal à la juste valeur marchande de ces actions, sous réserve d'un rajustement dépendant de l'atteinte de certains critères de rendement, lesquels ont trait à notre rendement total pour les actionnaires (plus-value du cours de l'action plus dividendes) comparé au total du rendement pour les actionnaires des groupes de sociétés comparables. Les concessionnaires ont également le droit de recevoir des unités d'actions additionnelles fondées sur les dividendes versés sur nos actions ordinaires.

Les unités d'actions fondées sur le rendement attribuées au cours des neuf premiers mois de 2004 se sont établies à 49 104 (59 012 au 30 septembre 2003), les unités d'actions qui sont devenues acquises pour les neuf premiers mois de 2004 ont atteint 1 992 (néant au 30 septembre 2003) et les unités d'actions en circulation au 30 septembre 2004 totalisaient 108 233 (61 121 au 31 décembre 2003).

17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Gestion des risques

Régulièrement, nous avons recours à des swaps de taux d'intérêt et à des options sur swap de taux d'intérêt, à des contrats à terme et à des contrats à terme sur taux d'intérêt pour gérer notre exposition au risque de taux d'intérêt et au risque de change liés à notre dette à long terme ou à nos engagements fermes. Les conditions de ces dérivés correspondent habituellement aux conditions rattachées aux titres d'emprunt à long terme sous-jacents ou aux autres obligations couvertes. Ces contrats sont utilisés, en règle générale, pour faire baisser le risque lié aux coûts de financement et pour diversifier notre accès aux marchés financiers.

Risque de crédit

Nous sommes exposés au risque de crédit en ce qui concerne les créances des clients. Nous avons des processus d'évaluation, d'approbation et de contrôle de crédit servant à atténuer les risques de crédit éventuels et constituons des provisions pour créances irrécouvrables possibles qui sont évaluées de façon constante. Voir les notes 1 et 2 pour de plus amples renseignements sur les cessions de créances.

Risque de change

Nous n'avons aucun encours de capital en vertu de swaps de devises ou de contrats à terme de taux d'intérêt au 30 septembre 2004 ou au 31 décembre 2003.

Risque de taux d'intérêt

Notre dette à long terme se compose principalement de financements à taux d'intérêt fixe. Afin de diversifier nos sources de risque de taux d'intérêt et de gérer le coût d'emprunt total, nous avons effectué des opérations sur instruments dérivés de taux d'intérêt et nous sommes donc exposés aux risques associés aux fluctuations des taux d'intérêt. Nous avons les instruments dérivés suivants en cours au 30 septembre 2004 :

- Swap de taux d'intérêt – Nous avons conclu, à des fins de couverture, un swap de taux d'intérêt d'un notionnel de 100,0 millions de dollars au 30 septembre 2004 (100,0 millions de dollars au 31 décembre 2003) dont l'échéance est le 11 mai 2011. Le swap comprend l'échange du taux d'intérêt fixe annuel sous-jacent de 6,80 % contre le taux d'intérêt flottant des acceptations bancaires à trois mois majoré de 2,06 %.
- Options de swap de taux d'intérêt – Nous avons aussi conclu, relativement à deux titres d'emprunt à long terme en circulation, des options de swap d'un notionnel de 90,0 millions de dollars au 30 septembre 2004 (90,0 millions de dollars au 31 décembre 2003). Les options de swap permettent à la contrepartie à l'opération de conclure un swap de taux d'intérêt avec nous aux dates de remboursement par anticipation des deux titres d'emprunt sous-jacents. Si elles sont exercées, ces options de swap supposeront le paiement par nous des taux d'intérêt fixes sous-jacents sur les titres d'emprunt, de respectivement 10,45 % et 11,125 %, contre le taux flottant des acceptations bancaires à trois mois, entre les dates de remboursement par anticipation, en 2006, et la date d'échéance, en 2013. En échange de ces options, nous avons reçu de la contrepartie des paiements de prime de 7,6 millions de dollars en 2001 et de 5,4 millions de dollars en 1997. La prime est amortie par imputation aux intérêts débiteurs sur la période se terminant à la date d'échéance des titres d'emprunt sous-jacents. La prime restante non amortie de 8,8 millions de dollars au 30 septembre 2004 (9,4 millions de dollars au 31 décembre 2003) est comptabilisée à titre de produits comptabilisés d'avance.

Juste valeur

La juste valeur se rapproche des montants auxquels des parties agissant en toute liberté pourraient s'échanger les instruments financiers sur les marchés actuels d'instruments de mêmes conditions quant au risque, au capital et aux échéances restantes. Les justes valeurs sont fondées sur des estimations de la valeur actualisée et d'autres techniques d'évaluation, qui sont grandement touchées par les hypothèses utilisées concernant le montant et l'échéance des flux de trésorerie futurs estimatifs et les taux d'actualisation, qui reflètent les divers degrés de risque. Les impôts sur les bénéfices et les autres charges qui pourraient être contractés à la cession de ces instruments financiers n'ont pas été reflétés dans les justes valeurs. Donc, en raison de l'utilisation de jugement subjectif et d'incertitudes, le montant global des justes valeurs ne doit pas être interprété comme étant réalisable dans un règlement immédiat des instruments.

Aux 30 septembre 2004 et 31 décembre 2003, la valeur comptable de tous les instruments financiers se rapprochait de la juste valeur, à l'exception des cas suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au 30 septembre 2004		Au 31 décembre 2003	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Dette à long terme	990 221	1 183 700	990 059	1 173 600
Instruments financiers dérivés, déduction faite de la position nette créditrice	(8 800)	(26 000)	(9 400)	(24 700)

18 ENGAGEMENTS

Les paiements minimums futurs estimatifs en vertu des contrats de location-exploitation et des engagements d'achat pour les cinq prochains exercices sont comme suit :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Reste de 2004	2005	2006	2007	2008	Par la suite
Contrats de location-exploitation	11 039	39 494	35 666	34 085	33 149	177 951
Engagements d'achat	9 558	36 322	7 284	2 549	1 817	1 854
	20 597	75 816	42 950	36 634	34 966	179 805

Les engagements d'achat se rapportent principalement aux différentes ententes visant des systèmes d'information et de la technologie ainsi qu'un système de facturation pour nos services sans fil.

19 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Bell Canada est le propriétaire réel de 53,47 % (53,50 % au 31 décembre 2003) de nos actions ordinaires en circulation au 30 septembre 2004 et exerce un contrôle sur celles-ci.

Nous avons procédé aux opérations suivantes avec des entités émettrices contrôlées par Bell Canada dans le cours normal des activités :

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre</i>	<i>Trois mois</i>		<i>Neuf mois</i>	
<i>(en milliers de dollars)</i>	2004	2003	2004	2003
Achats de services de télécommunications et autres	29 234	35 013	85 397	98 290
Prestations de services de télécommunications	41 180	31 764	117 593	100 912
Achats d'investissements en immobilisations	1 215	868	2 138	2 580

Les actions rachetées des entités émettrices contrôlées par Bell Canada aux termes d'une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, comme décrit à la note 11, se présentaient comme suit :

<i>(en milliers de dollars, sauf indication contraire)</i>	Neuf mois terminés le 30 septembre 2004	Douze mois terminés le 31 décembre 2003
Actions rachetées	827 497	2 643 070
Valeur	24 152	83 388

Ces opérations sont mesurées à la valeur du marché.

19 OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS *(suite)*

Les soldes auprès des entités émettrices contrôlées par Bell Canada sont les suivants :

<i>(en milliers de dollars)</i>	Au 30 septembre 2004	Au 31 décembre 2003
Effets à recevoir	199 500	—
Débiteurs	24 055	13 792
Créditeurs et charges à payer	13 478	8 579
Produits comptabilisés d'avance	2 142	—

Au 30 septembre 2004, nous avons des effets à recevoir auprès de Bell Canada sous la forme d'un prêt renouvelable qui vient à échéance le premier jour de chaque mois et qui peut être rappelé en tout temps; il porte intérêt à 2,30 % par année.

Les débiteurs provenant des entités émettrices contrôlées par Bell Canada et les créditeurs et charges à payer ainsi que produits comptabilisés d'avance se rapportant à celles-ci ne portent aucun intérêt, comportent des modalités de crédit normales et découlent de la vente des produits et de la prestation des services susmentionnés.

20 COENTREPRISES

Nous sommes partenaires dans la coentreprise Aliant ActiMedia, avec une participation de 87,14 %.

L'incidence de la consolidation proportionnelle de la coentreprise sur nos états financiers consolidés est résumée ci-dessous :

<i>Pour les périodes terminées les 30 septembre (en milliers de dollars)</i>	Trois mois		Neuf mois	
	2004	2003	2004	2003
États consolidés des résultats				
Produits d'exploitation	10 508	10 318	40 491	38 194
Charges	4 835	4 084	15 131	13 690
Bénéfice d'exploitation	5 673	6 234	25 360	24 504
Bilans consolidés				
Actif à court terme	38 737	34 103	38 737	34 103
Actif à long terme	274	219	274	219
Passif à court terme	4 896	5 385	4 896	5 385
Placement net	34 115	28 937	34 115	28 937
États consolidés des flux de trésorerie				
Activités d'exploitation	1 892	(285)	1 971	291
Activités d'investissement	(2)	—	(49)	(2)
Flux de trésorerie nets	1 890	(285)	1 922	289

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation comprenaient les distributions au comptant reçues de la coentreprise de 4,3 millions de dollars et de 18,0 millions de dollars respectivement pour les trois mois et neuf mois terminés le 30 septembre 2004 (respectivement 9,1 millions de dollars et 23,0 millions de dollars le 30 septembre 2003).

21 ÉVENTUALITÉS

- a) Une action a été intentée contre nous par 132 anciens employés qui ont pris une retraite anticipée en vertu du programme d'encouragement à la retraite anticipée de 1998. Les anciens employés réclament des dommages-intérêts correspondant à la différence entre le montant qu'ils ont reçu au moment de leur départ à la retraite en 1998 et le montant qu'ils auraient reçu s'ils avaient pris leur retraite en vertu du programme d'encouragement à la retraite anticipée de 1999. L'issue de cette affaire ne peut être déterminée à l'heure actuelle.
- b) Une action a été intentée contre nous par Exigen Ltd. («Exigen») dans l'État de la Californie. L'action découle de la vente de Connectivity Contact Centre Solutions Inc. à Exigen, de la résiliation de certaines ententes commerciales et d'allégations d'ingérence dans les relations commerciales d'Exigen. Exigen réclame 30 millions de dollars US pour des dommages précis et d'autres dommages à être présentés. Une détermination préliminaire consiste à déterminer si le Canada, plutôt que la Californie, conviendrait davantage pour intenter l'action. Par conséquent, nous avons entrepris une poursuite au Nouveau-Brunswick contre Exigen et sa filiale canadienne en activité en demandant l'arbitrage pour un grand nombre de ces points de litige. Bien que l'issue de cette affaire ne peut être déterminée à l'heure actuelle, nous avons, de l'avis de la direction, constitué des réserves adéquates.
- c) Le 9 août 2004, une action a été déposée en Saskatchewan contre plusieurs fournisseurs canadiens de services cellulaires et sans fil, y compris Télécommunications Aliant Inc. Cette action est présentée par de nombreux clients présumés ou anciens clients des défendeurs, qui cherchent à obtenir la permission du tribunal de procéder au moyen d'un recours collectif en vertu de la *Saskatchewan Class Action Act*. La réclamation a trait à certains frais d'accès au système que les défendeurs facturent à leurs clients. Dans cette réclamation, les demandeurs allèguent, entre autres choses, une rupture de contrat, des allégations mensongères, de la négligence, de la collusion et une violation des obligations stipulées en vertu de la *Loi sur la concurrence* (Canada) relativement aux frais d'accès au système, et demandent des dommages-intérêts indéterminés, y compris des dommages-intérêts punitifs et des dommages-intérêts exemplaires. Il n'est pas établi pour le moment si la procédure sera reconnue officiellement comme recours collectif. Bien que nous considérions pouvoir présenter une défense solide à l'égard de cette réclamation, le dénouement de cette affaire ne peut être déterminé pour le moment.
- d) Le 30 mai 2002, le CRTC a rendu la décision de plafonnement des prix qui prescrit les nouvelles règles pour établir la tarification de certains services de télécommunications fournis par des entreprises de services locaux titulaires («ESLT») pour les quatre prochaines années à compter du 1^{er} juin 2002. La décision de plafonnement des prix requiert l'utilisation d'un nouveau mécanisme de compte de report pour éviter que les réductions de prix obligatoires n'aient une incidence négative sur la concurrence au sein du marché des services locaux. Le compte de report sera réduit par l'un des éléments suivants ou par une combinaison de deux de ces éléments ou plus :
- les réductions tarifaires proposées pour les services locaux résidentiels en raison de pressions concurrentielles;
 - certaines réductions de tarifs pour des services fournis à des concurrents;
 - l'approbation de facteurs exogènes pour des circonstances indépendantes du contrôle des ESLT;
 - les hausses tarifaires inférieures au montant par lequel l'inflation excède la productivité;
 - les rabais aux abonnés;
 - les mesures de financement à l'avantage des abonnés du service résidentiel de multiples façons.

Nous attendons des éclaircissements du CRTC relativement à l'application des règles liées au compte de report et des caractéristiques de réduction des coûts admissibles connexes. Par conséquent, nous n'avons pas constaté le compte de report à titre de passif dans nos états financiers. Étant donné les circonstances, nous estimons que le solde de compte de report pourrait s'établir entre 2 millions de dollars et 32 millions de dollars. Le montant du passif, le cas échéant, sera imputé au bénéfice d'exploitation ou au capital, selon le cas.

22 FAITS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 27 septembre 2004, nous avons annoncé notre intention d'acquérir la totalité des actions en circulation de DownEast Mobility Limited, magasin de détail de téléphone sans fil et détaillant existant d'Aliant, en date du 1^{er} octobre 2004. Le prix d'acquisition de 38,0 millions de dollars comprend un paiement de 15,0 millions de dollars sous la forme d'actions ordinaires d'Aliant Inc. La répartition du prix d'acquisition n'a pas été arrêtée puisque l'entente accorde un délai de 30 jours pour dresser le bilan de fermeture. On prévoit que la majorité du prix d'acquisition en excédent des actifs acquis et des passifs pris en charge sera classé à titre d'écart d'acquisition.

Le 28 octobre 2004, le conseil d'administration a approuvé un programme incitatif de retraite anticipée. Nous prévoyons qu'environ 400 employés accepteront cette offre d'ici la fin de l'exercice. En s'appuyant sur cette estimation, nous prévoyons comptabiliser une imputation de restructuration avant impôts de 40 millions de dollars. Le coût du programme sera imputé aux résultats au cours du quatrième trimestre de 2004.

23 CHIFFRES CORRESPONDANTS

L'information financière correspondante a été reclassée afin de la rendre conforme à la présentation adoptée pour 2004.

Actionnaires d'AIT

BOURSE ET SYMBOLE

<i>Bourse de Toronto</i>	<i>Symbole</i>
Actions ordinaires	AIT
Actions privilégiées	AIT.PR.A

DATES IMPORTANTES

Dividendes sur actions ordinaires en 2004

(sous réserve de l'approbation du conseil d'administration)

<i>Dates d'inscription</i>	<i>Dates de paiement</i>
15 mars	30 mars
15 juin	30 juin
15 septembre	30 septembre
15 décembre	30 décembre

Dates de publication des résultats pour 2004

(sujettes à changement)

	<i>Dates de publication</i>
1 ^{er} trimestre	29 avril
2 ^e trimestre	29 juillet
3 ^e trimestre	28 octobre
4 ^e trimestre	27 janvier 2005

SERVICES AUX ACTIONNAIRES

Compagnie Trust CIBC Mellon, notre agent des transferts, donne de plus amples renseignements sur les services qui suivent sur son site Web : www.cibcmellon.com/investor.

Dépôt direct de dividendes

Les porteurs d'actions ordinaires inscrits peuvent voir leurs dividendes déposés de manière électronique dans leur compte bancaire (au Canada seulement).

Régime de réinvestissement des dividendes et programme d'achat d'actions

Les actionnaires inscrits peuvent réinvestir leurs dividendes, automatiquement et sans frais, dans des actions additionnelles de la société. De plus, un maximum de 10 000 \$ en actions de la société peut être acheté chaque trimestre, par paiements facultatifs au comptant, sans commissions ni frais de service.

Services électroniques

Demandes de renseignements en ligne sur le compte

Les actionnaires inscrits peuvent accéder à de l'information sur leur compte par Internet, en tout temps.

Distribution électronique des rapports

Les actionnaires inscrits peuvent recevoir de l'information pour les investisseurs et les rapports par voie électronique plutôt que par la poste.

NOUS SOMMES LÀ POUR VOUS AIDER

Communiquez avec notre agent des transferts, Compagnie Trust CIBC Mellon, pour de l'information sur :

- les dividendes;
- un changement d'adresse;
- l'échange d'actions;
- le remplacement de certificats perdus;
- le réinvestissement des dividendes et le programme d'achat d'actions;
- les services électroniques;
- les formules fiscales;
- les exigences quant au patrimoine.

Service de correspondance avec les investisseurs de Compagnie Trust CIBC Mellon

PO Box 7010
Adelaide Street Postal Station
Toronto (Ontario) M5C 2W9

Téléphone : 1 800 387-0825 (sans frais au Canada et aux États-Unis)
Courriel : inquiries@cibcmellon.com
Site Web : www.cibcmellon.com

Notre site Web d'entreprise, www.aliant.ca/francais, présente de l'information additionnelle sur la société, des rapports financiers et les nouvelles les plus récentes sur la société. Communiquez avec le service des relations avec les investisseurs pour :

- de l'information financière additionnelle ou des statistiques;
- les nouveautés dans l'industrie ou dans la société;
- l'historique d'actionnariat des sociétés remplacées;
- la notice annuelle.

Relations avec les investisseurs d'Aliant

PO Box 880
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 2W3

Téléphone : 1 877 248-3113
Télécopieur : 1 877 498-2464
Courriel : investor.relations@aliant.ca
Site Web : www.aliant.ca

DÉPOSITAIRE DES OBLIGATIONS, AGENT DES REGISTRES ET AGENT DES TRANSFERTS

Computershare Investor Services et Compagnie Trust CIBC Mellon

INFORMATION POUR LES ACTIONNAIRES

La simplicité, c'est bien mieux

Le train-train quotidien ne laisse généralement que peu de temps à nos clients pour penser à leurs communications. C'est la raison pour laquelle nous travaillons d'arrache-pied afin de simplifier nos services.

Pour nous, la simplicité ne s'arrête pas à des téléphones faciles à utiliser. Ce sont également des options de service faciles à comprendre, et des centres de service à la clientèle tant réels que virtuels, pratiques et faciles d'accès.

La simplicité signifie également un centre d'attention unique. Le nôtre consiste à fournir des services de communication aux Canadiennes et aux Canadiens de l'Atlantique.

La simplicité, est-ce vraiment mieux? C'est notre avis.

Aliant Inc.
1 877 248-3113
investor.relations@aliant.ca
www.aliant.ca

chez vous. pour vous.^{MD}

